

February 21, 2024

1. The War in Gaza

Page 2 : Et le Hamas donna enfin une estimation du nombre de combattants perdus par le mouvement terroriste dans la guerre de Gaza (Atlantico, Interview)

Page 6 : IDF says 12,000 Hamas fighters killed in Gaza war, double the terror group's claim (The Times of Israel)

Page 8 : Arafat's next successor another reason why a Palestinian state will be a disaster (Jerusalem Post, Opinion)

Page 10 : Restoring the Past Won't Liberate Palestine (NYT, Guest Essay)

Page 14 : Delphine Horvilleur : « En Israël comme en Palestine, une forme d'idolâtrie annihile tout esprit critique » (Le Monde, Book Review, Interview)

2. Islamism Issues in Europe

Page 18 : Imam recites Quran at Belgian parliament, calling for killing, kidnapping of Jews (Jerusalem Post)

Page 20 : Sourate du Coran au Parlement bruxellois : «Comment la gauche belge s'est progressivement soumise à l'islamisme» (Le Figaro, Guest Essay)

Page 22 : Contre la «fornication» et pour «préserver le sang des musulmans» : qui est Mahjoub Mahjoubi, l'imam accusé d'être «anti-France» ? (Le Figaro)

Page 24 : « Drapeau satanique » : ce que l'on sait sur l'imam de Bagnols-sur-Cèze, accusé d'apologie de terrorisme (Le Point)

Page 26 : Prières et port du voile intégral à l'université : ces incidents qui se multiplient et inquiètent (Le Figaro)

Page 28 : Italian town in turmoil after far-right mayor bans Muslim prayers (The Guardian)

Page 30 : "The headscarf is like a crown to me": why young Swiss women convert to Islam (NZZ)

3. Culture – Film Reviews

Page 35 : Christopher Nolan's Oppenheimer gamble pays off with Bafta night success (The Guardian)

Page 37 : Why 'The Zone of Interest' Must Win Best Picture at the Oscars (Haaretz, Film Review)

Page 40 : « Langue étrangère », de Claire Burger, un teen movie franco-allemand taillé sur mesure pour la Berlinale. Ce film d'apprentissage interroge l'engagement amoureux et politique de deux adolescentes, l'une strasbourgeoise, l'autre vivant à Leipzig (Le Monde, Film Review)

1. Middle East - War in Gaza



[Et le Hamas donna enfin une estimation du nombre de combattants perdus par le mouvement terroriste dans la guerre de Gaza | Atlantico.fr](#)

ÉTAT DES LIEUX

Et le Hamas donna enfin une estimation du nombre de combattants perdus par le mouvement terroriste dans la guerre de Gaza



Les chiffres donnés par un responsable du mouvement au Qatar permettent de mieux comprendre les ratios de pertes civils/militaires depuis le début de l'offensive israélienne sur Gaza.

[Jérôme Pellistrandi](#) et [Pierre Berthelot](#)

Atlantico : Pour la première fois, [un des responsables du Hamas, qui a requis l'anonymat](#), a donné une estimation du nombre de combattants tués depuis le début de [l'intervention d'Israël dans la bande Gaza](#). Ces chiffres nous donnent-ils une meilleure vision du ratio de civils / combattants tués ?

Pierre Berthelot : Un responsable du Hamas basé au Qatar a déclaré à Reuters que les terroristes avaient perdu 6.000 combattants pendant la guerre sur les 28.000 morts. Il s'agit des chiffres du Hamas. Il faut les prendre avec beaucoup de réserve. Le nombre de membres du Hamas tués est peut-être beaucoup plus important. Mais ces chiffres sont substantiels. Le Hamas reconnaît plusieurs milliers de morts en son sein. Cela témoigne de l'ampleur des pertes. Il faut considérer que ce ne sont pas les vrais chiffres.

Les membres du Hamas sont en conflit et en guerre. Dans ce contexte, la vérité des chiffres de part et d'autre n'est jamais totalement certaine. Il est très difficile de vérifier la réalité de ces chiffres du côté du Hamas. Il y a plus de possibilités de le faire du côté israélien.

Entre 20 et 25 % des victimes totales seraient issues du Hamas. Cela semble assez réaliste. Dans l'ensemble des 28.000 morts à Gaza, même si ce chiffre doit aussi être confirmé, il y a énormément de victimes du Hamas.

Derrière la difficulté de l'évaluation des chiffres, il y a une réalité qui est tragique. Le Hamas est mêlé à la population. Le Hamas est une force qui combat mais qui n'est pas toujours identifiée clairement sur le terrain. Il ne s'agit pas d'une armée régulière avec des uniformes.

Le nombre de victimes important s'explique à la fois par la férocité des combats et par les moyens importants qui sont mis en place par Israël mais aussi par le fait que les membres du Hamas sont mélangés aux civils.

Parmi les personnes tuées à Gaza, 30 % seraient des membres du Hamas. Ce chiffre peut être considéré comme considérable. Lorsque vous avez 30 % des victimes à Gaza qui sont des combattants du Hamas, cela représente des pertes majeures.

Le Hamas n'a pas fait de comparaison de ce chiffre avec le nombre total de ses combattants. Certaines évaluations évoquent 20.000 à 30.000 combattants du Hamas. Même si on reste sur cette évaluation, ce chiffre est très important.

Mais ces chiffres ne sont pas si considérables que cela. Il y a encore un réservoir de combattants.

La question clé pour Israël réside sur cet aspect-là. Si l'armée israélienne parvenait à éliminer une grande partie, voire la majorité, des combattants du Hamas dans cette offensive, est-ce que pour autant ils en auront fini avec ce groupe ou avec cette idéologie ? Cela n'est pas garanti car le Hamas bénéficie du soutien de la population à Gaza. Mais surtout, il n'y a pas de solution politique qui est proposée. Cela nourrit le désespoir.

Est-ce que par rapport à la population totale, ce chiffre est-il considérable ? En faisant une comparaison avec l'Ukraine, il est possible d'affirmer que ce chiffre est considérable. Dans les autres lieux de combat, il y a rarement un ratio aussi important de combattants tués par rapport à la population totale. Mais cela tient à la spécificité d'abord de la zone de combat, une zone avec une forte densité de population globale. Et deuxième élément, ce chiffre assez élevé de ratio est lié au fait que le Hamas est mélangé à la population. Le nombre de victimes civiles hors Hamas est très important, même si cela peut être des forces paramilitaires, cela n'est pas assez souligné. Dans les victimes civiles, même s'il est incontestable qu'il y a des personnes qui n'ont malheureusement rien à voir avec le Hamas, il y a aussi des gens qui sont des supports logistiques au Hamas, qui sont indispensables. Même s'ils ne sont pas des combattants armés, ils font partie de la structure globale du Hamas. Ils peuvent être des militants politiques, des forces qui organisent la société palestinienne dans Gaza. Ces forces de soutien au Hamas, lorsqu'elles sont tuées, affaiblissent l'organisation.

Il y a donc beaucoup de victimes civiles parce que le Hamas est mélangé à la population et il y a énormément de membres du Hamas tués au sein de la population car l'espace est densément peuplé.

Si un second front s'ouvrait au Sud-Liban, il n'y aurait pas les mêmes chiffres car la densité de population est plus faible. Le rapport de la population vis-à-vis du Hezbollah n'est pas tout à fait le même. Les configurations assez spécifiques à Gaza expliquent le nombre de victimes important des deux côtés, aussi bien du côté des civils que du côté des forces combattantes du Hamas.

Jérôme Pellistrandi : Au regard des chiffres annoncés mais non vérifiés par des observateurs impartiaux, on constate une très forte proportion de pertes parmi les femmes et les enfants, jusqu'à 70%. Cela signifie que la protection de la population civile n'est pas une priorité pour le Hamas et que celle-ci constitue de fait un bouclier pour l'organisation terroriste. Par ailleurs, le Hamas a tout intérêt à diminuer le nombre réel de combattants tués pour justifier d'une part sa capacité à continuer le combat et à maintenir un rapport de force favorable et sa main mise sur la population gazaouie. De plus, le statut de combattant reste flou dans le cadre d'une telle organisation, entre celui qui a les armes à la main et le sympathisant qui a par exemple servi à garder des otages.

Au vu de ces chiffres, l'accusation de génocide contre Israël peut-elle tenir ?

Jérôme Pellistrandi : L'utilisation du terme génocide n'est pas approprié. Celui-ci signifie une volonté systématique d'élimination sans distinction au titre d'une identité contestée : les Arméniens au début du XX^e siècle ou bien sûr la Shoah par les nazis, sans oublier les Tziganes par les mêmes nazis, ou les intellectuels par les Khmers rouges. Il n'en est rien à Gaza. Le but de guerre après les attaques terroristes du 7 octobre est d'éliminer le Hamas comme structure terroriste et non d'éliminer la population gazaouie.

A Gaza, Tsahal a essayé par exemple de prévenir les populations civiles de fuir des zones particulières avec l'envoi de tracts, de SMS sur les portables afin de limiter les risques de pertes collatérales. Il n'en demeure pas moins que le nombre de victimes civiles est bien trop élevé au regard des buts militaires.

Pierre Berthelot : Il est important de préciser qu'un génocide n'est pas basé sur le nombre de victimes. Un génocide de population a été reconnu à Srebrenica en Bosnie-Herzégovine avec 8.000 victimes. Certains conflits ont fait beaucoup plus de victimes et pour autant, ils n'ont pas été qualifiés de génocides. Le chiffre en soi n'est donc pas l'élément principal. La clé est l'intentionnalité. Est-ce qu'il y a une volonté délibérée d'éliminer des populations civiles ? Et le fait que cela soit organisé de manière systématique.

Certains considèrent que, étant donné la part extrêmement importante des morts issus des populations civiles, y compris celles ne soutenant pas le Hamas, il y a un caractère génocidaire.

Mais il n'est pas possible de dire qu'il y a une intentionnalité d'éliminer les Palestiniens, même si le résultat peut y conduire.

La position officielle du gouvernement israélien, sa volonté, est d'éliminer le Hamas et de faire évacuer une partie de la population palestinienne de Gaza pour justement mieux éliminer le Hamas.

La situation n'est pas comparable au génocide rwandais, des Arméniens, à la Shoah.

Mais plus l'offensive va se prolonger dans le temps, plus il y aura de victimes civiles, plus certains vont reprendre cette accusation, comme le fait le dirigeant brésilien Lula.

La difficulté pour Israël est de savoir comment éliminer un groupe terroriste qui menace son existence mais qui est mêlé à une population civile. Cela représente un grand défi, surtout pour un pays qui revendique des valeurs démocratiques.

Cela avait déjà été un des obstacles lors de la guerre du Liban en 2006. La pression internationale était devenue extrêmement forte sur Israël. Entre l'échec militaire relatif et la pression internationale, Israël a dû arrêter son opération.

Israël doit concilier ces deux objectifs qui sont extrêmement difficiles.

Par rapport à des opérations similaires, comme celle menée par la coalition anti-Daech ou les bombardements de l'armée de Bachar al-Assad sur Mossoul, le coup humain de la riposte israélienne dans la bande de Gaza est-il particulièrement élevé ?

Jérôme Pellistrandi : Le bilan est effectivement élevé avec des pertes civiles supérieures aux pertes militaires. D'où les appels récurrents des alliés d'Israël à la fois initier une trêve et à épargner les populations civiles. La difficulté est l'imbrication des combattants au sein de cette même population, comme par exemple des miliciens cachés au sein même des hôpitaux ou la duplicité de certains collaborateurs de l'UNRWA avec le Hamas. Il y a également la volonté systématique d'Israël d'éliminer les dirigeants responsables du 7 octobre avec par exemple la destruction de leurs habitations au risque de pertes dans les familles. Très clairement, il s'agit de punir les auteurs de l'attaque terroriste, même si le prix à payer en termes d'image de marque dans l'opinion publique internationale est très élevée.

Pierre Berthelot : La grande différence concerne la densité. Ces combats se déroulent dans une zone qui est presque exclusivement urbaine et avec une très forte densité de population qui ne peut pas fuir pour différentes raisons. Cette équation est très différente de celle de l'Irak ou des bombardements du régime syrien. Les civils avaient plus la possibilité de fuir les villes et les combats.

Si l'Égypte demain ouvrait sa frontière et accueillait une partie des Palestiniens, cela changerait en partie l'équation pour Israël. Mais l'Égypte, pour différentes raisons, est hostile à cette mesure. Israël doit donc continuer à traquer un ennemi qui est mêlé à la foule.

Les données restent donc les mêmes plus de quatre mois après le début de l'offensive israélienne. Plus le conflit va durer, plus Israël se retrouvera dans cette difficulté à devoir frapper des civils et à la difficulté d'éradiquer l'ensemble des membres du Hamas.

Les dirigeants Israéliens préparent une opération militaire sur la ville de Rafah, dernier bastion du Hamas dans la bande de Gaza. La défaite de Yahya Sinwar, chef militaire de l'organisation terroriste dans la bande côtière, est-elle inévitable ?

Pierre Berthelot : Le Hamas a montré que les personnes ne sont pas essentielles. Ce mouvement a réussi à survivre à l'élimination de plusieurs de ses chefs, dont le fondateur Cheikh Yassine. Le Hamas a toujours eu une direction bicéphale. Il y a la direction à l'extérieur avec Haniyeh, Mechaal qui sont basés dans d'autres pays. Et il y a les combattants de l'intérieur. Le Hamas sait très bien que Sinwar peut être éliminé, mais fondamentalement cela ne devrait pas changer la donne.

Il y a des organisations pyramidales où l'élimination d'un chef déstabilise profondément la structure. Cela a été le cas pour le groupe palestinien Abou Nidal ou pour le Sentier lumineux au Pérou. Ces groupes très centralisés autour d'une personne ont du mal à se relever après la disparition du chef.

Pour le Hamas, en revanche, la question des personnes n'est pas essentielle. Ils ont à chaque fois doublé le chef par un adjoint lorsqu'il est éliminé. Il y a aussi une direction locale et une direction à l'étranger. Cette question n'est donc pas essentielle. Pour Israël, éliminer Sinwar ou le capturer serait vu comme un grand succès. Mais je ne suis pas convaincu que cela changera fondamentalement la donne, aussi bien pour le Hamas que pour Israël.

Jérôme Pellistrandi : L'élimination du chef de la branche militaire du Hamas est effectivement une priorité absolue pour Israël. Il faut rappeler que l'homme est réputé pour sa cruauté, y compris à l'égard de ses propres compatriotes. Quoiqu'il arrive et au regard du drame du 7 octobre, sa tête est mise à prix et il sera un jour éliminé. C'est un homme traqué et qui le sait. D'où la volonté de Tsahal de poursuivre le combat jusqu'au bout, au risque de devoir s'engager dans la ville de Rafah. Très clairement, tant que les otages survivants ne sont pas libérés, la guerre continuera au risque de nombreuses pertes civiles et de souffrance pour la survie quotidienne. En fait, la guerre enclenchée par les massacres du 7 octobre est vécue par les Israéliens comme une guerre existentielle comme en 1956, 1967 et 1973. D'où l'acharnement à éliminer durablement le Hamas.

Israël a-t-il vraiment les moyens de changer durablement la donne militaire dans la bande de Gaza ?

Pierre Berthelot : A court terme, effectivement. Israël a la capacité d'affaiblir le Hamas. Mais l'enjeu principal pour Israël est la question du temps. Israël pourrait être affaibli avec un conflit qui s'éternise. Les Etats-Unis restent le dernier partenaire solide pour Israël.

Israël doit donc se faire accepter dans son environnement proche. Faute de solution politique, les mêmes causes produisant les mêmes effets, il n'y a pas de raison que dans quelques années, une force puissante soit reconstituée et décide de cibler Israël.

L'objectif du Hamas n'était pas que militaire, il était politique. Le Hamas souhaitait remettre la question palestinienne au centre et empêcher finalement le prolongement des accords d'Abraham. Certains pays qui étaient favorables à ces accords, comme l'Arabie Saoudite par exemple, ne peuvent pas, par rapport à leur opinion publique, aller plus loin vers Israël à cause de la persistance de la question palestinienne qui n'est pas résolue.

[IDF says 12,000 Hamas fighters killed in Gaza war, double the terror group's claim | The Times of Israel](#)

IDF says 12,000 Hamas fighters killed in Gaza war, double the terror group's claim

Military announces air force has carried out over 31,000 strikes since October 7, including more than 1,000 in Lebanon and dozens in West bank

By [EMANUEL FABIAN](#)



IDF troops seen in the Gaza Strip in a photo released by the IDF, Feb. 16, 2024. (IDF Spokesperson)

The Israel Defense Forces said Monday that troops have killed some 12,000 of Hamas's estimated 30,000 gunmen in the Gaza Strip since war erupted on October 7, after a Qatar-based official for the terror group [claimed](#) it had lost half that number — some 6,000 fighters — during the four-month-old conflict.

Hamas is also believed to have thousands of operatives who are seriously wounded and unable to fight.

Numbers released Monday by the Israeli military also revealed that Israeli aircraft have carried out over 31,000 strikes since October 7, including over 1,000 in Lebanon and dozens in the West Bank.

The unnamed Hamas official's comments earlier in the day were a rare acknowledgment from the terror group that it has suffered significant losses in the Gaza fighting and appeared to mark the first time it has differentiated between combatants and civilians in a death toll from the war.

The official also warned the terror group has the resources to keep fighting Israel and is prepared for a long war in Rafah and Gaza.

The war erupted after Hamas's October 7 massacres, which saw some 3,000 terrorists burst across the border into Israel by land, air and sea, killing some 1,200 people and seizing over 250 hostages, mostly civilians, many amid horrific acts of brutality and sexual assault.

Vowing to destroy Hamas and return the hostages, Israel launched an air and ground offensive, in which it says it is targeting all areas in Gaza where Hamas operates, while seeking to minimize civilian casualties.

The Hamas-run Gaza health ministry said on Monday that more than 29,000 people in the Strip have been killed since fighting began, though these figures cannot be independently verified and are believed to include both civilians and Hamas members killed in Gaza, including as a consequence of terror groups' own rocket misfires. The IDF says it killed some 1,000 terrorists inside Israel on October 7 in addition to the 12,000 killed in Gaza since.

In December, [IDF officials gave an assessment](#) of two civilian deaths per combatant in Gaza.

“I’m not saying it’s not bad that we have a ratio of two to one,” an unnamed Israeli official told AFP at the time, noting the use of human shields was part of Hamas’s “core strategy.”

Israel has repeatedly accused Hamas of using civilians as human shields, providing evidence that the terror group locates operations bases under hospitals, launches rockets from schools and shelters, builds tunnels shafts under children’s bedrooms, stores weapons in and around schools and mosques, and embeds itself within the civilian population amid the ongoing war.

Since October 7, the IDF says 574 soldiers have been killed — more than half of them in the October 7 onslaught — and another 2,930 troops have been wounded.

Over 31,000 airstrikes in Gaza, Lebanon, other fronts

The Israel Air Force has carried out strikes against more than 31,000 targets belonging to Hamas and other terror groups since the war began, mostly in Gaza (29,000 targets), but also in Lebanon and other fronts, racking up over 186,000 flight hours.

Of the strikes, 26,000 were carried out by fighter jets, 3,800 with attack helicopters, and 3,800 with drones.

Some 7,000 of the Gaza strikes were immediate requests by ground forces amid the offensive against Hamas. The closest strike to troops was some 80 meters away during a clash between the 401st Armored Brigade and Hamas operatives on November 18.

In Lebanon, the IAF said Monday that it had struck more than 1,000 Hezbollah sites and positions, since the terror group began its near-daily attacks on Israeli communities and military posts along the border on October 8 to support Palestinians in Gaza.

Israel has been returning fire, warning that it will no longer tolerate the presence of Hezbollah along the Lebanon frontier, where it could attempt to carry out an attack similar to the massacre committed by Hamas on October 7.

In the West Bank, the IAF has carried out 30 airstrikes against terror operatives, most of them amid counter-terrorism raids.

Since October 7, troops have arrested more than 3,150 wanted Palestinians across the West Bank, including more than 1,350 affiliated with Hamas. According to the Palestinian Authority health ministry, more than 300 West Bank Palestinians have been killed in that time.

An unspecified number of strikes were also carried out by the IAF in Syria against Iranian activity and its proxy groups, as well as against the Syrian Army. While Israel’s military does not, as a rule, comment on specific strikes in Syria, it has admitted to conducting hundreds of sorties against Iran-backed terror groups attempting to gain a foothold in the country over the last decade.

The IAF’s helicopter array has also carried out some 500 medevacs from the Gaza Strip, transporting more than 1,000 wounded troops to hospitals.

During the war, the short-range Iron Dome air defense system has shot down thousands of rockets, the medium-range David’s Sling has downed dozens, and the long-range Arrow has intercepted six projectiles.

The IAF was also in the process of closing several of its aging Patriot batteries, and staff will be trained to operate on the Iron Dome instead. Israel plans to open new Iron Dome batteries, the first within several weeks.

[Next Arafat successor another reason Palestinian state to be a disaster - The Jerusalem Post \(jpost.com\)](https://www.jpost.com)

Arafat's next successor another reason why a Palestinian state will be a disaster - opinion

The immediate release of terrorists incarcerated by Israel has remained a repeated demand by Hamas and recently, it added Barghouti to the list of those who must be freed.

By MOSHE PHILLIPS

FEBRUARY 19, 2024 02:35



MARWAN BARGHOUTI addresses the media in the Tel Aviv District Court, in 2002, shouting in Hebrew: 'The Intifada will win.' A convicted mass murderer, Barghouti has been jailed since 2002, the writer notes.(photo credit: REUTERS)

US Secretary of State Antony Blinken returned to the Middle East this month saying: "One, there needs to be calm in Gaza; two, there needs to be a clear and credible pathway to a Palestinian state." But who would lead Blinken's Palestinian state and why?

On February 4, The Jerusalem Post reported, "[Marwan] Barghouti is a popular figure in Palestinian politics, with many seeing him as a successor to 88-year-old Palestinian Authority (PA) head Mahmoud Abbas."

Abbas is a member of [Fatah](#) and has been in power since the 2004 death of terrorist leader Yasser Arafat.

Barghouti has been a leading figure in Fatah for decades and joined when he was just 15, more than 50 years ago. A convicted mass murderer, Barghouti has been jailed since 2002. He was found guilty in an Israeli civilian court of 26 charges of murder and attempted murder of both Israeli civilians and soldiers. He is not a political prisoner. Barghouti is well known and electable, and the Associated Press reported in December 2023 that "the most popular politician remains Marwan Barghouti."

The immediate release of terrorists incarcerated by Israel has remained a repeated demand by Hamas and recently, it added Barghouti to the list of those who must be freed.

This should be interpreted as both highly significant and surprising. Hamas's push for Barghouti as a replacement for Abbas may be based on the assumption that America and Europe believe Barghouti to be someone they will be able to collaborate easily with to create a state.

Leader of rival faction to Hamas

And yet, Barghouti was never a member of Hamas. Why should Hamas want a leader of a rival faction to be the president of Palestine?

There is every reason for Hamas to take this gamble and there is almost no risk.

Hamas knows that were [Barghouti](#) to become president of a future Palestinian state, Hamas would be able to wrest power from him at any point – whether with bullets or ballots.

Hamas believes, and with good reason, that its terrorists will be able to quickly take over from the PA's Security Services, or whatever successor organization takes its place, based on the fact that it was able to overpower Fatah in Gaza in 2007 and effectively eliminate it as a force there. As October 7 proved, Hamas has grown in effectiveness and resourcefulness over the last 17 years.

Hamas's desire to have Barghouti in office is all about the terrorist organization's endgame: the destruction of Israel. Hamas can assume that its goals and Barghouti's are more closely aligned than not. Both want an end to the existence of an Israeli state of any size. This basic agreement diminishes any differences, if they exist at all, over religion, culture, economics, and political systems.

THE BIDEN administration's current aggressive campaign for Palestinian statehood tragically demonstrates its unwillingness to face the fact that a Palestinian state anywhere east of the Jordan River is unsafe at any size and with any borders.

Any agreements that a Barghouti government would make with Israel would be broken by Hamas should it desire to take back power. Blinken's gamble that Barghouti could stop Hamas is a dangerous fantasy, and Hamas's control of a second large swath of land alongside Israel would guarantee what it has already pledged: never-ending war.

Hamas official Ghazi Hamad has said that the October 7 massacre was "just the first time, and there will be a second, a third, a fourth – because we have the determination, the resolve, and the capabilities to fight... The existence of Israel is illogical."

Every map of a two-state solution requires an Israeli withdrawal to the nine-mile-wide borders of 1949-1967. The reason those lines are inevitable is that PA cities such as Tulkarm and Kalkilya are nine miles from the Mediterranean – and Barghouti is not going to give up those cities.

What would Israel look like today if it had been nine miles wide on October 7, 2023, when Hamas attacked?

Nine-mile-wide borders mean that Israel's strategic mid-section would be virtually indefensible. Israel's major cities and Ben-Gurion Airport would be within easy rocket range of terrorists stationed on the "Palestine" side of the border.

If Israel's soldiers chased those terrorists across the border, Israel would become the target of severe international condemnation. The [United Nations](#) would almost surely threaten sanctions, as would the European Union. And who would prevent "Palestine" from importing Iranian missiles or "volunteer" soldiers from Yemen?

Biden and Blinken need to recognize this reality. The American government must accept the fact that the world has changed. A two-state solution today means a situation in which Israel will be threatened with an October 7 every single day. That is something no reasonable person can accept.

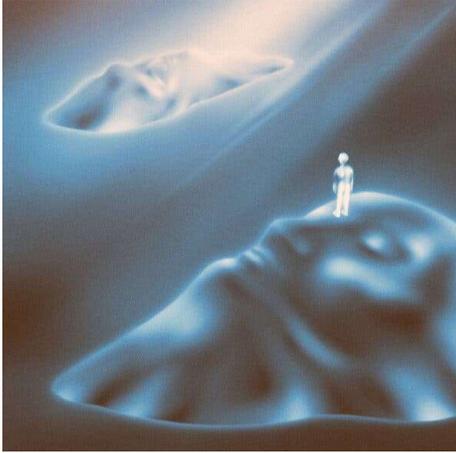
The writer is a commentator on Jewish affairs whose writings appear regularly in the American and Israeli press.

OPINION

LYDIA POLGREEN

Restoring the Past Won't Liberate Palestine

Feb. 18, 2024



Credit...Shuhua Xiong

By [Lydia Polgreen](#)

Opinion Columnist

Amid the graphic images, fierce polemics and endless media criticism that have dominated my social media feeds since the war in Gaza began late last year, I noticed a seemingly bizarre subplot emerge: skin cancer in Israel.

“You are not Indigenous if your body cannot tolerate the area’s climate,” [one such](#) post read, highlighting [outdated](#) news coverage claiming that Israelis had unusually high rates of skin cancer. (They [do not](#).) Skin cancer, these posts claimed, was proof that Israeli Jews were not native to the land between the Jordan River and the Mediterranean Sea but were white Europeans with no ancestral connection to the region, enactors of one of the worst crimes of the modern age: settler colonialism.

On one level, the claims about skin cancer — like similar ones about Israeli cuisine and surnames — are silly social media talking points from keyboard warriors slinging hashtags, hyped up on theories of liberation based on memes of Frantz Fanon quotes taken out of context. In the context of the ongoing slaughter in Gaza — [more than 28,000](#) people dead, mostly women and children — such posturing may seem trivial. But even, or maybe especially, at this moment, when things are so grim, the way we talk about liberation matters. And I find this kind of talk revealing of a larger trend on the left these days, emanating from important and complex theories in the academy but reflected in crude and reductive forms in the memes and slogans at pro-Palestine protests — an increasingly rigid set of ideas about the interloping colonizer and the Indigenous colonized. In this analysis, there are two kinds of people: those who are native to a land and those who settle it, displacing the original inhabitants. Those identities are fixed, essential, eternal.

I have spent much of my life and career living and working among formerly colonized peoples attempting to forge a path for themselves in the aftermath of empire. The rapacious carving up of much of the globe and the genocide and enslavement of millions of people by a handful of European powers for their own enrichment was the great crime of early modernity. The icons who threw off the yoke of colonial oppression — including Ghana’s Kwame Nkrumah, India’s Jawaharlal Nehru and Fanon — were my childhood heroes, and they remain my intellectual lodestars. But I sometimes struggle to recognize their spirit and ideas in the way we talk about

decolonization today, with its emphasis on determining who is and who is not an Indigenous inhabitant of the lands known as Israel and Palestine.

A good deal of the antipathy toward Israeli Jews today is undergirded and enabled, I believe, by something that to some ears sounds progressive: the idea that people and lands that have been colonized must be returned to their indigenous peoples and original state. But that belief, when taken literally, is, at best, a kind of left-wing originalism, a utopian politics that believes the past answers all the questions of the present. At worst, it is a left-wing echo to the ancestral fantasies of the far right, in which who is allowed to live in which places is a question of the connection of one's blood to a particular patch of soil.

Implicit in the emphasis on indigeneity is a promised restoration, albeit one of a very different sort from the imperial fantasies of Vladimir Putin or the gender obsessions of Ron DeSantis. Decolonization "is not converting Indigenous politics to a Western doctrine of liberation; it is not a philanthropic process of 'helping' the at-risk and alleviating suffering; it is not a generic term for struggle against oppressive conditions and outcomes," as the scholars Eve Tuck and K. Wayne Yang write in an influential academic paper published in 2012, "[Decolonization Is Not a Metaphor](#)."

"The broad umbrella of social justice may have room underneath for all of these efforts," Tuck and Yang write. "By contrast, decolonization specifically requires the repatriation of Indigenous land and life."

There is perhaps no more vexed question in the world than how this might play out in Israel and Palestine. There is no doubt that Palestinians long lived in the land that became Israel. Jews have deep historical roots in that land, but a vast majority of the people who established the state of Israel came from elsewhere, fleeing genocide and persecution in Europe and forced into exile by Middle Eastern and North African nations. It is impossible to separate Israel's birth from the dying gasps of the old colonial order. It was, in the indelible phrase of Arthur Koestler, "one nation solemnly promised to a second nation the country of a third."

In theory, decolonization includes the disestablishment of the very idea of land as property, of modern notions like nationhood and citizenship. In theory, it is a chance to do it all over and replay history with the benefit of indigenous ideas and traditions to guide us.

But history doesn't work that way. People do bad things. Other people resist those bad things. Humans invent and discover; they create and destroy. There is no going backward to some mythic state. There is no restoration. The events that unfold over time shape the land and the people who live on it, and those people shape one another in manifold ways, some brutal and destructive, some generative and loving. But time and experience ensure that nothing can ever be the same as it was before the last thing that happened.

As I was thinking through these issues, I came across a series of [social media posts](#) about settler colonialism by Iyad el-Baghdadi, a Palestinian writer and activist whose work has been an indispensable guide for me in the present crisis. I sent him an email, and he agreed to speak with me to expand on his ideas. I explained my unease with the reliance on concepts like indigeneity to decide who has a just claim to live in a place.

"Don't take these people seriously," he told me, though he made clear that he has some sympathy for those who espouse such views. "They're not really motivated by some kind of ideology. They're really motivated by emotion, and they kind of slap together an ideology to satisfy their emotion, but then emotions, by their very nature, cannot be satisfied that way." He told me that sometimes when he hears people talk about Palestinian liberation, it is almost as though they are expecting a literal reversal of 1948, what Palestinians call the nakba, or catastrophe, of their expulsion upon the founding of the state of Israel.

"It is as if there will be this magical moment and all our villages are going to appear out of the earth. And then 75 years of settler colonialism is going to disappear," he said. "But this romantic idea is really unmoored trauma."

Questions of indigeneity are simply a distraction, he said, from the real challenge of building Palestinian political power. "I don't care if they're settlers or not," he said. "The solution is not to constantly try to moralize. The solution is to fix the power imbalance. The future needs to be rooted in the truth that all human

beings are equal and that Jewish life is equivalent to Palestinian life and that we can together work on a future in which nobody is oppressed and we can address the inequities of the past.”

Eventually our conversation came around to Fanon, whose writings on political violence are now once again in vogue, taken up with alacrity by the activists focused on undoing settler colonialism — even, or perhaps especially, if it requires bloodshed.

“People are really using him to lend some kind of intellectual legitimacy for political violence,” he said. “And I find that really, really obscene. When I read Fanon, I think he’s talking about power. He’s not really talking about violence. Violence is a weak person’s idea of what power is.”

Fanon, a psychiatrist turned anticolonial political figure, had a lot to say about violence. In his book “The Wretched of the Earth” he wrote that “violence is a cleansing force. It frees the native from his inferiority complex and from his despair and inaction; it makes him fearless and restores his self-respect.”

There is no question that Fanon, who devoted much of his short life to the often violent struggle to liberate Algeria from French rule, believed that violence was a legitimate tool to fight oppression. But what did he actually mean, and did he write these words as a physician’s description or a revolutionary’s prescription?

The writer Adam Shatz argues in “The Rebel’s Clinic,” [his terrific new biography of Fanon](#), that “cleansing” is a misleading translation: “The English translation of ‘la violence désintoxique’ as ‘violence is a cleansing force’ is somewhat misleading, suggesting an almost redemptive elimination of impurities,” Shatz writes. “Fanon’s more clinical word choice indicates the overcoming of a state of drunkenness, the stupor induced by colonial subjugation.”

Indeed, what violence restored to the colonial subject was agency, the ability to shake off the role imposed by the colonizer and begin to act of his or her own volition. Colonized people may harbor fantasies of returning to a long-lost past, before their land was stolen. But it is equally likely that they, like Fanon, want to build a new and different future.

Fanon had a lot to say about history. Shatz’s book details Fanon’s early infatuation with the romantic ideas of thinkers like Léopold Sédar Senghor, the poet and anticolonial leader who would become Senegal’s first president. Senghor and some of his generation of Black colonial intellectuals posited an idealized and mystical precolonial African past that needed to be unearthed and revived.

Eventually, Fanon rejected these backward-looking ideas: “In no way do I have to dedicate myself to reviving a Black civilization unjustly ignored,” he wrote in his book “Black Skin, White Masks.” “I will not make myself the man of any past.”

And yet. How can we not look to the past to try to find a path through the present, just as we look to the future as the repository of some long-awaited justice that never quite arrives? This human propensity leaves us stuck between memory and dreams, neither of which tell us all that much about our present difficulties.

We think understanding the past with hindsight will somehow save us. But what is that hindsight? A perfect knowledge of the past that was not accessible or visible to those experiencing it. Somehow, we believe, the future will be untainted by the passions of the present and able to see what unfolded more clearly. In practice, it works the other way: We see the past through the prism of the present and often in the blinding light of our hopes for the future, eliding and emphasizing the role of the past as suits our present purpose.

A theory of decolonization that seeks to move backward will inevitably run up against this human tendency. But it also, perhaps unwittingly, strips the formerly colonized of the very self-determination they seek.

Olúfemi Táíwò, a Nigerian philosopher at Cornell University, argued [in his book “Against Decolonisation: Taking African Agency Seriously”](#) that the Manichaean divide between the colonized and the colonizer and the rejection of everything emanating from the latter stripped the colonized of agency by denying them the creative freedom to make something new out of the experience of being oppressed. “It must and does foreclose the possibility that the colonized could find anything of worth in the life and thought of the colonizer which they could repurpose for their own societies, both during and after colonialism,” he wrote.

Africans, Táíwò argues, should be able to take what they want from modernity and use it, like any free people, to invent their own future, not look backward to a past that in any case can never be recovered.

The agonizing months since Oct. 7 have made it seem all but impossible for any of us to imagine what kind of hopeful future might be invented out of the present nightmare. We have reached a terrifying new stage of the war with the looming assault on Rafah, where hundreds of thousands of civilians have fled Israeli bullets and bombs only to find themselves once again in the cross hairs with nowhere left to run. But generations of Palestinian activists and intellectuals, people who have perhaps the greatest reason to find sustenance in fantasies of a mythic past free of Israel and its people, do not dream of rolling back time.

“Successful liberation movements were successful precisely because they employed creative ideas, original ideas, imaginative ideas, whereas less successful movements (like ours, alas) had a pronounced tendency to formulas and an uninspired repetition of past slogans and past patterns of behavior,” wrote the Palestinian American scholar Edward Said. “The future, like the past, is built by human beings. They and not some distant mediator or savior provide the agency for change.”

Said was perhaps the most influential intellectual heir to Fanon, and in a tragic twist, he too died of leukemia, the same cancer that killed Fanon at the age of 36. Both of them died without seeing their lifelong struggles won. But both went to their graves as modern, cosmopolitan men, engaged with the world not as they wished it was but as they found it, chronicled it and shaped it toward their unshakable vision of self-determination and freedom for the colonized peoples of the world. Liberation requires invention, not restoration. If history tells us anything, it is this: Time moves in one direction, forward.

Lydia Polgreen is an Opinion columnist and a co-host of the “[Matter of Opinion](#)” podcast for The Times.

Delphine Horvilleur : « En Israël comme en Palestine, une forme d'idolâtrie annihile tout esprit critique »

« Nous ne pourrions pas réparer le drame absolu de cette jeunesse décimée en Israël, de ces enfants morts en Palestine », déclare la rabbinne, dans un entretien au « Monde ». Mais cette blessure nous oblige, poursuit-elle, à dépasser la tentation de la haine.

Propos recueillis par [Virginie Larousse](#)

Publié le 18 février 2024 à 05h30, modifié le 18 février 2024 à 10h06



YANN LEGENDRE

Un peu plus de quatre mois après l'attaque du Hamas en Israël, Delphine Horvilleur tente, dans son nouvel essai, *Comment ça va pas ? Conversations après le 7 octobre* (Grasset, 160 pages, 16 euros, à paraître le 21 février), de faire face au traumatisme. En revisitant son héritage culturel et ses racines, en dialoguant de manière réelle ou imaginaire, la rabbinne fait de l'écriture une sorte d'œuvre au noir destinée à transmuter la douleur et la colère en chemin de résilience.

Au lendemain du 7 octobre 2023, [vous nous disiez être terrassée par le peu d'empathie témoignée envers les juifs](#). Est-ce pour pallier ces silences que vous avez écrit ce livre de conversations ?

Quand j'ai commencé à écrire, je ne suivais pas un but précis. J'écrivais simplement pour survivre. J'ai tellement eu l'impression que le sol se dérobaît sous mes pieds que j'ai voulu fabriquer une planche de salut avec des mots, un manuel de survie personnelle. Le point de départ de ce livre, ce sont certes des conversations, mais d'abord avec mes propres fantômes. En particulier avec ceux de mes grands-parents : après le 7 octobre, j'ai eu le sentiment que mon histoire familiale et ses douleurs hurlaient en moi.

Tout ce que j'avais voulu mettre en sourdine dans mon héritage – à savoir la menace antisémite et sa permanence dans l'histoire – a fait irruption. Il m'a fallu un temps pour comprendre que, si j'écrivais ces conversations menées dans ma tête, c'est précisément parce que j'étais en manque de conversation avec d'autres et que j'étais terrorisée à l'idée de ne plus en avoir.

Comment expliquer la permanence de l'antisémitisme ?

Il faut commencer par dire quelque chose de très simple : l'antisémitisme n'a rien à voir avec les juifs. La preuve : il y a énormément de pays dans le monde où ne vit plus un seul juif, mais où l'antisémitisme perdure. Sa vivacité terrible tient d'abord à une chose : bien des sociétés font de cette haine un ciment. Le juif est le nom de ce qu'il est de bon ton de haïr pour fédérer.

De fait, le Moyen Age était marqué par une peur aiguë des maladies : le juif fut alors accusé de contaminer les puits. Plus tard, dans une société obsédée par la virilité, le juif fut assimilé à une figure féminisée : on le représentait faible ou lascif. Aujourd'hui, quand les temps sont plutôt à la défense du droit des femmes et des minorités sexuelles, le juif incarne soudain le mâle alpha de l'histoire, avec l'image du soldat israélien musclé. Dans les périodes marquées par des ambitions nationalistes et colonialistes, le juif est perçu comme l'élément internationaliste. Lorsque, au contraire, les temps sont à la lutte anticoloniale, le juif a le visage de l'impérialisme. Ainsi, tout cela n'a rien à voir avec ce que les juifs sont ou font, mais avec les passions.

Il est troublant de voir à quel point, plus qu'aucune autre guerre au monde, le conflit israélo-palestinien déclenche des passions, et ce depuis des décennies. Qu'est-ce que ce conflit réveille donc au plus profond de nous ?

Quelle est votre hypothèse ?

On peut faire, à mon sens, une lecture à la fois théologique et psychanalytique de notre rapport au conflit israélo-palestinien, qui est pourtant un conflit essentiellement politique et territorial. Il y a dans la haine du juif, me semble-t-il, une problématique de rapport à nos origines, liée au fait que, pour les chrétiens et les musulmans, les juifs sont ceux qui étaient là « avant ». Or, faire face à celui qui était là avant oblige à faire face à nos dettes. Que doit-on au monde qui nous précède ?

Avant le concile Vatican II [1962-1965], le catholicisme avait une recette très simple pour oblitérer cette dette : il se considérait comme le *Verus Israël*, le « Vrai Israël », les juifs ayant trahi le message des origines. De même, beaucoup de théologiens de l'islam considèrent le Coran comme la version véritable du texte falsifié que serait la Bible. Cette angoisse des origines complique le rapport aux juifs en général, et aux Israéliens en particulier. Voilà pourquoi certains aujourd'hui se racontent qu'il n'y aurait pas de juifs avant 1948 [date de la création de l'Etat d'Israël] au Proche-Orient...

Ma crainte en disant cela, évidemment, c'est que les gens considèrent que je minimise la souffrance palestinienne. Ce qui se passe au Proche-Orient est terrible pour les uns et les autres. Les Palestiniens ont des droits sur cette terre et leur rêve d'autodétermination est légitime. Mais la justice et la paix ne viennent jamais de la diabolisation de l'autre.

Vous dressez un parallèle entre la situation actuelle d'Israël et le patriarche Jacob, à qui Dieu a donné le nom d'Israël après l'avoir affronté. En quoi cet épisode biblique peut-il nous éclairer ?

Si le nom d'Israël suscite les passions, la plupart des gens n'ont aucune idée d'où il vient et pensent qu'il s'agit du nom d'un pays. Or, dans la Bible, Israël est le nom d'un homme. Celui du patriarche Jacob, qui ressort victorieux de sa lutte contre un ange qui lui donne le nom d'Israël. Mais s'il a gagné son combat, Jacob-Israël demeurera boiteux pour le restant de ses jours. L'histoire d'Israël dans la Bible, c'est donc la conscience qu'on ne sort pas indemne des combats qu'on a menés dans l'existence, qu'il faut apprendre à vivre avec tout ce qui claudique dans nos vies.

Or, l'Etat d'Israël s'est construit sur un narratif de force qui l'a mené – en particulier l'actuel gouvernement – vers une hubris de pouvoir. En galvanisant les extrêmes, [ce narratif de puissance menace aujourd'hui son avenir](#).

Un narratif de puissance qui est celui du frère jumeau de Jacob...

Jacob a effectivement un frère jumeau dans la Bible : Esaü, l'homme conquérant et puissant. Pourtant, ce n'est pas par lui que passe l'alliance avec Dieu, mais par Jacob le boiteux. Tout au long du texte biblique d'ailleurs, l'alliance passe par ceux qui acceptent leur vulnérabilité : Abraham va devoir vivre avec sa stérilité, Isaac avec son aveuglement, Moïse avec son bégaiement. Celui qui, à l'instar d'Esaü, mise sur la force fait un choix dramatique qui l'éloigne de la promesse biblique. Il y a là une vraie leçon pour Israël, qui, ces dernières décennies, a cru être à l'abri des claudications de l'histoire juive.

De façon plus générale, ce récit biblique est pertinent pour chacun d'entre nous. Il pose la question de savoir comment continuer notre chemin avec nos failles. A mes yeux, le propre du cheminement adulte, c'est de se savoir non indemne. Le 7 octobre a eu cet effet-là sur beaucoup d'entre nous. Nous ne pourrions pas réparer le drame absolu de cette jeunesse décimée en Israël, de ces enfants morts en Palestine. Mais il nous faudra apprendre à vivre avec notre claudication éternelle. Elle nous oblige.

Que répondez-vous à ceux qui vous accusent de manquer d'empathie concernant la situation à Gaza ?

La mort de tous ces enfants et innocents est un drame absolu. Il ne faut jamais cesser de le répéter. Il faut regarder tous ces visages de victimes et y voir nos enfants. Pourtant, à chaque fois qu'on m'interroge, je sais que, quoi que je dise, ce n'est pas suffisant pour mon interlocuteur. En tant que juive, pour apparaître légitime, je dois commencer mes phrases en rappelant à quel point la situation à Gaza est terrible, avant d'évoquer la douleur israélienne, elle aussi insupportable. Notre langage est comme pris en otage, lui aussi parasité par les passions, et on voudrait en permanence que je somme je ne sais qui que tout s'arrête immédiatement...

Mais il y a quelque chose de lâche et troublant dans cet appel au « cessez-le-feu et puis c'est tout ». Je veux bien appeler au cessez-le-feu. Qui ne voudrait pas que le feu cesse ? Mais tant que le Hamas continue de dire qu'à la moindre occasion il fera un nouveau 7 octobre, comment poser la question de la sécurité de tous ? La solution politique appelle à se soucier simultanément des uns et des autres. Pour cela, il convient d'abord de lutter contre nos propres extrémismes, nos pyromanes et de ne pas faire comme si nous n'avions pas, chacun, une responsabilité dans leur émergence.

Dans chaque camp, il y a une forme d'idolâtrie. Du côté juif, Israël est devenu, pour certains, une sorte de veau d'or qui annihile tout esprit critique. De même, la place que joue aujourd'hui la Palestine dans la conscience arabe est un drame. Elle censure bien des paroles mesurées dans un soutien inconditionnel où la fin justifierait tous les moyens, déresponsabilisant ainsi les assassins. Rares sont les voix qui osent le dire librement.

Si votre livre débute par un poème de [l'écrivain palestinien Mahmoud Darwich](#), aucune de vos conversations, même virtuelle, ne se fait avec des Palestiniens. Pourquoi ?

Au lendemain du 7 octobre, j'ai été dévastée par le silence de voix palestiniennes en France et leur absence de condamnation de la barbarie du Hamas. Il me semblait si simple de dire à quel point le combat des Palestiniens est légitime, tout en se désolidarisant de la barbarie terroriste. J'ai alors cherché à renforcer ma conversation avec de nombreux amis arabes et à tout faire pour éviter cet entre-soi de nos douleurs. Tenter de comprendre combien ce conflit nous défigure et l'empêcher de nous rendre étranger à l'autre : voilà le défi infini.

Quelque chose de positif peut-il naître du déluge de violence actuel ?

Quand je vivais en Israël, au moment des accords d'Oslo [en 1993], nous étions nombreux à penser qu'on touchait du doigt la solution. Pourtant, Yitzhak Rabin a été assassiné [en 1995], tandis que le terrorisme palestinien est devenu exponentiel. Dans les moments où j'essaie d'être optimiste, je me dis que cette tragédie pourrait créer un effet inverse : nous éloigner si terriblement de la paix, jusqu'à ouvrir peut-être des voies inattendues. Je pense à la paix avec l'Égypte, qui n'a été possible qu'après le désastre de la guerre du Kippour.

Parfois, l'humanité doit traverser une nuit noire pour envisager les chemins de lumière qu'elle refusait de voir avant cela. Bien évidemment, loin de moi l'idée qu'il « faut » en passer par là. Ce deuil terrible que les sociétés israélienne et palestinienne sont en train de faire doit surtout permettre l'émergence d'une ère nouvelle. C'est notre unique chance.

Le propre du deuil, c'est qu'il peut à la fois faire grandir les consciences ou faire grandir les peurs. Demain, Israël peut tout aussi bien devenir une société plus soucieuse de justice qu'une société encore plus repliée sur elle-même. De même pour la société palestinienne : tout dépendra de sa capacité à se libérer du leadership islamiste.

Je ne crois pas que la solution viendra des généraux ou des politiques, mais davantage des poètes, de ceux qui ont la capacité de construire par leurs mots d'autres possibles. C'est pourquoi mon livre s'ouvre avec un poète palestinien et se termine avec un poète israélien. Ils sont ceux qui m'aident à croire encore.

Dans la Genèse, au moment où le monde est créé, il est écrit que, chaque jour, « *il fut soir, il fut matin* » : étrange formulation qui suggère que chaque nouveau jour commence par une traversée de l'obscurité. Or, cette phrase a un double sens, qui m'a été enseigné par un de mes maîtres, Marc-Alain Ouaknin : le mot « soir » en hébreu signifie aussi « responsabilité », et le mot « matin » veut dire également « sens critique ». Il est donc possible de lire ce verset de la Genèse comme la répétition d'une injonction disant : « Il fut responsabilité, il fut sens critique », et alors le jour parut. Tant qu'il n'y aura pas prise de responsabilité, tant qu'il n'y aura pas sens critique, ce sera la nuit de la conscience, de la morale et de l'éthique.

« **Comment ça va pas ? Conversations après le 7 octobre** »

Si le titre de cet essai peut surprendre, il a l'avantage d'annoncer clairement qu'il ne s'agit pas d'une analyse géopolitique sur les relations israélo-palestiniennes. L'ambition de ce petit traité est à la fois plus modeste et plus audacieuse. Au fil de conversations réelles ou imaginaires (avec ses grands-parents, Claude François, ses enfants, le Messie...), Delphine Horvilleur parle de la douleur, de la mémoire transgénérationnelle, des fantômes du passé, du langage, de la vulnérabilité et de l'empathie... Bien que la thématique n'ait rien de léger, le propos, teinté de dérision, ne manque pas d'humour.

Rien de lénifiant, pourtant, dans *Comment ça va pas ? Conversations après le 7 octobre*. Car « *le propre de la guerre, selon l'autrice, est d'assassiner le langage, en même temps que les innocents et la subtilité* ». La rabbine fustige ainsi les antiracistes, qui se sont, selon elle, détournés de la lutte contre l'antisémitisme, étrille les féministes sur leur silence face aux violences sexuelles commises contre des Israéliennes par le Hamas, déplore le retour du langage antisémite dans la vie politique, à gauche comme à droite.

Heureusement, écrit Delphine Horvilleur, « *nous ne sommes pas "que" ce qui nous est arrivé... seulement ce qu'on en fera* ». Et d'esquisser un chemin pour transcender la souffrance et ne pas désespérer d'aboutir, un jour, à une société juste. Donnant à ce manuel de survie une dimension universelle.



« **Comment ça va pas ? Conversations après le 7 octobre** », de Delphine Horvilleur, Grasset, 160 pages, 16 euros, à paraître le 21 février.

2. Islamism Issues in Europe



[Imam recites Quran at Belgian parliament, calling for killing of Jews - The Jerusalem Post \(jpost.com\)](https://www.jpost.com)

Imam recites Quran at Belgian parliament, calling for killing, kidnapping of Jews

Since the war in Gaza began, between October 7 and December 7, Belgium's anti-discrimination agency registered 91 reported incidents related to the conflict, exceeding the 57 recorded in 2022.

By [JERUSALEM POST STAFF](#)

FEBRUARY 17, 2024 18:29 Updated: FEBRUARY 17, 2024 22:48



A Belgian national flag flies over the Royal Palace(photo credit: FRANCOIS LENOIR / REUTERS)

An Imam at the [Belgian parliament](#) last week began reciting a verse from the Quran that explicitly calls on Muslims to kill and take Jews captive.

The Quran excerpt is verse 33:26 from the Al-Ahzab Surah (chapter). It translates to, “ And He brought down those from the People of the Book who supported the enemy alliance from their own strongholds, and cast horror into their hearts. You ‘believers’ killed some, and took others captive.”

Within the Quran, Jews are referred to as the “[People of the Book](#).”

The event on Tuesday was not organized by the parliament, but rather at the initiative of Hasan Koyuncu, a member of parliament within the socialist party and vice president of the Francophone Parliament in Brussels, along with the Friends Of Brussels Association.

Performance led to widespread condemnations

MP Theo Francken, critical of the organizer of the event, posted on X, formerly Twitter, "This man invited that imam. He is deputy speaker of parliament. Can he stay that way?"

MP Darya Safai recalled her own detention in Tehran, "With the same chants as here in the Brussels parliament, we woke up every morning in the prison of the ayatollahs, were required to pray in our cell with the same words, and at the same time several Iranians were hanged to set an example to others. I managed to escape that prison alive, unlike many others, and it shocks me even more to hear the same thing here in Belgium, 24 years later, in the heart of Western democracy."

Secretary of State of the Brussels Capital region Nawal Ben Hamou left the event during the incident.

Israel's [ambassador to Belgium](#) Idit Rosenzweig commented on X that she is “absolutely horrified” over the incident. “He could have chosen anything else, not a frightening symbolic message to anyone who knows the Quran, straight from the parliament podium... in Brussels’ parliament, a city with 18,000 Jews who are already experiencing increased antisemitism and fear.”

The imam who recited the Surah is Qari Muhammad Ansar Norani.

The President of the parliament, Rachid Madrane, responded to the incident on X, saying, "Parliament is the temple of nothing other than democracy. I will remind the organizer of this visit and the group leaders of this, and I will propose explicitly integrating respect for neutrality into the [parliament] regulations."

The Federal Deputy at the house of representatives, Ben Achour Malik, stated on X, "A parliament is a place of democracy. The place for a public debate where very different ideas confront each other. The perch of a parliament is not a place from which prayers can be recited, even during a chance visit."

“Belgium along with France lead the most pro-Hamas and anti-Israel line in all of Europe, and it’s no wonder that with them radical Islam is rampant,” Diaspora Affairs Minister Amichai Chikli told The Jerusalem Post. “Turning their back on Israel has been clarified as a difficult strategic mistake.”

Chikli added that he hopes that the pro-Hamas government would be changed in the future for one that champions western values.

Between October 7 and December 7, Belgium’s anti-discrimination agency, UNIA, registered 91 reported incidents related to the conflict, far exceeding the 57 recorded for all of 2022. Of the 91 incidents, 66 were antisemitic in nature, and eight were anti-Islamic or anti-Arab.

Belgium’s 29,000 Jews are primarily based in Brussels and Antwerp, according to the World Jewish Congress.

[Sourate du Coran au Parlement bruxellois : «Comment la gauche belge s'est progressivement soumise à l'islamisme» \(lefigaro.fr\)](#)

Sourate du Coran au Parlement bruxellois : «Comment la gauche belge s'est progressivement soumise à l'islamisme»

Par Alain Destexhe



Publié hier à 12:10, mis à jour hier à 14:08

FIGAROVOX/TRIBUNE - En Belgique, un imam a déclenché une polémique après avoir récité une sourate du Coran au Parlement bruxellois. Alain Destexhe, sénateur honoraire belge, y voit un nouveau signe de l'islamisation galopante de la Belgique, encouragée par la gauche locale.

Alain Destexhe, médecin, sénateur honoraire belge, auteur de L'Occident commence en Terre sainte : de Jérusalem à Bruxelles, journal de bord (2013) et de Lettre aux progressistes qui flirtent avec l'islam reac (2008).

Lentement mais sûrement, l'islamisation de la capitale de l'Europe se poursuit. Avec un imam pakistanais qui a psalmodié quelques versets d'une sourate du haut de la tribune du Parlement bruxellois, une étape symbolique a été franchie.

Même s'il n'en reprend pas les versets ouvertement antisémites, la sourate «Les coalisés» que récite l'imam n'est pas choisie au hasard. Elle raconte une guerre contre les «gens du livre» pour les tuer ou les faire prisonniers (verset 26). Le suivant annonce la couleur : *Et Il vous a fait hériter leur terre, leurs demeures, leurs biens, et aussi une terre que vous n'aviez point foulée. Et Allah est Omnipotent*. Le message subliminal semble clair. L'Europe est une terre de conquête et un jour vous en serez dépouillés et chassés. L'ambassadrice d'Israël à Bruxelles s'est dite «*horriifiée*», alors que les 18.000 juifs de Bruxelles connaissent déjà une montée de l'antisémitisme et de la peur. Cet imam rigoriste a reçu un prix de la secrétaire d'État belge Nawal Ben Hamou (PS) pour, cela ne s'invente pas, ses «*succès académiques*».

Le député qui a couvert l'événement est le socialiste Hasan Koyuncu, d'origine turque. Il est le premier vice-président, non du Parlement bruxellois, mais du Parlement francophone bruxellois (bienvenue dans l'usine à gaz des institutions belges), et il sera tête de liste du PS à Schaerbeek, une des deux communes avec la plus forte communauté turque de Bruxelles, en octobre, pour les élections communales.

En réalité, le PS est désormais soumis à l'islam. Une grande partie de ses élus au Parlement bruxellois, de véritables machines électorales, sont de religion ou de culture musulmane.

Alain Destexhe

73% des Turcs de Belgique, qui sont pour la plupart binationaux, ont voté pour Erdogan aux dernières élections présidentielles, bien davantage que les Turcs de Turquie (52%). Prompt à condamner Israël ou la Birmanie (pour les exactions contre les Rohingyas), le PS a toujours bloqué les tentatives de s'en prendre au régime turc qui détient des centaines de prisonniers politiques et muselle la presse.

La conférence en question avait pour but de souligner les réussites et *l'intégration économique et sociale (sic)* de la nombreuse communauté pakistanaise de Bruxelles, mais la plupart des orateurs s'exprimaient en anglais ou en ourdou ! Moment cocasse : lorsque Nawal Ben Hamou, ministre d'une région francophone, monta à la tribune, elle demanda si elle pouvait parler en français !

Si l'on ajoute le président du Parlement, ce sont trois élus socialistes qui sont concernés par cette dérive. Cet épisode ne constitue cependant qu'une étape de plus dans l'abandon de la laïcité par le PS. La liste des renoncements est longue : possibilité de porter le voile pour les employés de la STIB (l'équivalent de la RATP) et dans des administrations communales, enseignants confrontés aux atteintes à la neutralité livrés à eux-mêmes, *signe de rabia*, de ralliement aux Frères musulmans par un député de Molenbeek, acceptation de la non-mixité dans certaines piscines, cantines scolaires devenues *de facto* halal, poursuite de l'égorgeage rituel à Bruxelles alors qu'il est interdit en Flandre et en Wallonie, et tolérance vis-à-vis de l'antisémitisme. Depuis le 7 octobre, le bourgmestre socialiste de Bruxelles, autorise des manifestations hebdomadaires où des slogans antisémites sont régulièrement scandés.

En réalité, le PS est désormais soumis à l'islam. Une grande partie de ses élus au Parlement bruxellois, de véritables machines électorales, sont de religion ou de culture musulmane.

Selon Statbel, l'office de statistiques belge, 61 % de la population bruxelloise n'est pas d'origine européenne et il n'y a plus que 23 % de Belges d'origine belge, un cas unique pour une capitale européenne.

Alain Destexhe

Si, au PS, on s'accroche encore officiellement à une laïcité historiquement au cœur de l'identité du parti, du côté du parti Écolo, on affiche depuis longtemps un communautarisme sans complexe. Dans la commune du célèbre club de football d'Anderlecht, le parti a récemment fait voter une motion autorisant le port de signes convictionnels dans l'administration. La semaine dernière, Alain Maron, le chef de file des ministres écologistes à Bruxelles, a déclaré : «*L'islam est pour l'égalité entre les hommes et les femmes et pour le droit à l'avortement*». A-t-il déjà ouvert un coran ?

Bruxelles, la capitale de l'Europe, est désormais une des villes les plus islamisées du continent. Selon Statbel, l'office de statistiques belge, 61% de la population bruxelloise n'est pas d'origine européenne et il n'y a plus que 23% de Belges d'origine belge, un cas unique pour une capitale européenne.

Si la démographie c'est le destin, alors celui de Bruxelles n'est plus d'être une ville belge et européenne, mais un melting-pot sans culture commune. Avec la montée en puissance de l'islam, les Écolos et le PS, les deux premiers partis de la capitale, sont dans une surenchère permanente pour le prix de la soumission. D'où la nécessité de relire Houellebecq d'urgence.

[Contre la «fornication» et pour «préserver le sang des musulmans» : qui est Mahjoub Mahjoubi, l'imam accusé d'être «anti-France» ? \(lefigaro.fr\)](#)

Contre la «fornication» et pour «préserver le sang des musulmans» : qui est Mahjoub Mahjoubi, l'imam accusé d'être «anti-France» ?

Par [Steve Tenré](#)

Publié le 19/02/2024 à 21:15, mis à jour hier à 20:56



Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a demandé son «expulsion du territoire», à la suite d'un prêche lors duquel il a qualifié le «drapeau tricolore» de «satanique».

«C'est un lapsus. Moi je ne sors pas de l'ENA ni de la Sorbonne.» La défense de [Mahjoub Mahjoubi](#) est prête. Accusé d'avoir tenu des prêches «anti-France», l'imam de 52 ans, qui officie à Bagnols-sur-Cèze dans le Gard, est sous le coup d'une enquête préliminaire pour [apologie du terrorisme](#), ouverte par le parquet de Nîmes, a-t-on appris ce lundi 19 février. Le ministre de l'Intérieur [Gérald Darmanin](#) a dit dimanche soir attendre «son expulsion du territoire», après un signalement du préfet du Gard au procureur de la République. «Aucun appel à la haine ne restera sans réponse», a ajouté le locataire de Beauvau dans une publication sur X.

Dans un court extrait diffusé et massivement relayé sur les réseaux sociaux, on peut voir l'imam tenir un prêche, face caméra. Il y qualifie le drapeau «tricolore» de «drapeau satanique» qui n'a «aucune valeur auprès d'Allah». «On n'aura plus tous ces drapeaux tricolores qui nous gangrènent, qui nous font mal à la tête», y déclare-t-il. Il ne précise pas que c'est le drapeau français.

«Méprise dans la langue française»

Mahjoub Mahjoubi, né à Tunis, installé en France depuis 1986, père d'enfants nés et scolarisés en France, et marié avec une femme de nationalité française, plaide par la voix de son avocat une «méprise dans la langue française». Auprès de nos confrères de [Midi Libre](#), il assure que cette phrase est un «lapsus». «Je comprends que ça ait pu choquer. (...) Croyez-moi, il n'a jamais été question dans mes propos, ni de loin ni de près, de dire que le drapeau français est satanique. Je parlais du monde musulman et du football (...) Je ne suis pas un voyou. C'est une situation qui peut briser la vie d'un homme et détruire une maisonnée».

Interrogé par Le Figaro, son conseil, Maître Samir Hamroun, recommande d'«impérativement écouter le prêche en entier», qui constituerait une «critique contre le nationalisme, plus particulièrement appliqué par certains jeunes d'origine maghrébine qui se font la “guerre” dans des stades de foot notamment sous couvert de la défense d'un drapeau», assure-t-il. Il s'agit d'un prêche «sur la division des musulmans de toute nationalité (...) Il n'a eu aucune intention d'attaquer le drapeau français et ses valeurs pour lesquels il a profond attachement», selon l'avocat, déplorant que l'on puisse «confondre (son client) avec les pires extrémistes qui existent».

«Est-ce que tu acceptes que la maman de ton fils soit une fornicatrice ?»

Qu'a vraiment dit l'imam ? Et surtout, est-il coutumier des propos polémiques ? Dans son prêche en entier durant 40 minutes - d'abord tenu en arabe, puis traduit en Français - , que Le Figaro a retrouvé, Mahjoub Mahjoubi évoque dans une longue tirade les «petits signes de la fin des temps», à savoir «l'embellissement et la décoration des mosquées», l'argent («avant, peu d'argent suffisait à une famille pour vivre, même dans ce pays. Aujourd'hui, nos propres enfants qui ont 12, 13, 15 ans te parlent de paires de baskets à 300 euros, de survêtement à 300 euros»), l'alcool («les gens boivent sans aucune retenue. Il y a quelques années les gens qui buvaient se cachaient.») et la «fornication» («beaucoup de nos jeunes musulmans ramènent la copine à la maison. [Je leur demande :] est-ce que tu acceptes que la maman de ton fils plus tard soit une fornicatrice?»).

Il poursuit en mettant en garde contre une prophétie annonçant la venue de l'«antéchrist», et appelle pour s'en défendre à «préserver le sang et l'unité des musulmans», car «la division nous affaiblit», dit-il. Lorsque cette prophétie se mettra en place, Al-Mahdi, identifié comme un descendant du prophète de l'Islam dans la religion sunnite, précédera l'antéchrist pour rassembler tous les musulmans pieux, d'après l'imam. Alors, Al-Mahdi va «s'autoproclamer et tous les gouverneurs dans toutes les gouvernances vont chuter. On n'aura plus tous ces drapeaux tricolores qui nous gangrènent et qui nous font mal à la tête», notamment dans les stades de football, «où l'on tape le musulman sur la tête», assure-t-il en imitant des cris de supporter. «(Les drapeaux) n'ont aucune valeur auprès d'Allah. La seule valeur qu'ils ont c'est la valeur satanique.» D'après Mahjoub Mahjoubi, ces drapeaux ont été créés pour diviser les musulmans entre eux. Et d'affirmer qu'Al-Mahdi ira en direction de la Syrie. «Les événements en Syrie depuis 10 ans, ce n'est pas pour rien. C'est une préparation, c'est l'avant-scénario», prévient-il.

Critique d'Israël et des médias

Toujours dans son prêche, il est également critique d'[Israël](#), indiquant «qu'ils veulent détruire» l'ancienne mosquée de Jérusalem, pour «créer le grand État d'Israël». C'est «ce qu'ils font à Gaza, pour agrandir et prolonger ce qu'ils souhaitent», clame-t-il. En fin de prêche, il tacle également les médias : «Jetez les journaux où il n'y a que des mensonges dedans. Ces magazines ou ces informations n'ont aucune valeur. Apprenez ce que le messager d'Allah nous a informés».

Sur son compte Facebook, l'imam, membre de l'association des musulmans du Gard rhodanien, partage d'anciens prêches, mais également des publications. L'une d'elles, montrant une image de [Bachar al-Assad](#), qualifie le président syrien de «voyou», de «visage de Satan» qui «a tué un tiers de son peuple». Il ironise sur le fait que Bachar al-Assad «déplore ce qui se passe» à Gaza. Dans une autre accompagnée d'une photographie d'un stade de football, où l'on peut voir des supporters d'une équipe porter une bannière écrite en langue arabe, l'imam écrit : «La victoire de Dieu ne se fera pas avec des slogans, des fausses acclamations, ou des soirées musicales interdites, mais avec ce que Dieu a ordonné dans un noble verset».

Dans le collimateur des autorités

Ce n'est pas la première fois que l'imam du Gard est ciblé par les autorités. Comme il l'affirme lui-même dans Midi Libre : «Les services de renseignements ont épluché ma vie. Ils l'ont de A à Z». Ainsi, selon des informations du [Parisien](#) et de [BFMTV](#), le religieux a déjà fait l'objet d'au moins un signalement de la part de la préfecture du département.

L'institution aurait prévenu le parquet de Nîmes que l'imam a été condamné en 2015 à une interdiction de gérer une entreprise jusqu'en juin 2030. Or, il occuperait le poste de gestionnaire d'une entreprise de travaux en bâtiment, dont la présidence serait confiée à son épouse, d'après la préfecture citée par nos confrères. Un contrôle administratif suivant le signalement aurait été ordonné le 8 novembre dans sa mosquée - le lendemain, une école coranique accueillant des jeunes en soutien scolaire et administrée par Mahjoub Mahjoubi aurait été fermée, pour soupçons de discours séparatistes.

Les propos de l'imam du Gard ont en tout cas été sévèrement dénoncés par certains représentants du culte musulman. «Cet islam n'a jamais existé, l'islam reconnaît la diversité des religions, des nations», a dénoncé Tareq Oubrou, grand imam de la mosquée de Bordeaux. Le vice-président du Conseil français du culte musulman Abdallah Zekri a lui estimé que Mahjoub Mahjoubi avait dépassé une «ligne rouge». «Partant de là, je ne peux pas cautionner ce qu'il a dit.»

[« Drapeau satanique » : ce que l'on sait sur l'imam de Bagnols-sur-Cèze, accusé d'apologie de terrorisme \(lepoint.fr\)](#)

« Drapeau satanique » : ce que l'on sait sur l'imam de Bagnols-sur-Cèze, accusé d'apologie de terrorisme

Gérald Darmanin a demandé le retrait du titre de séjour de l'imam Mahjoub Mahjoubi après, notamment, des propos sur le drapeau français. Le point sur l'affaire.

Par Valentin Dechambre pour Le Point

Publié le 20/02/2024 à 08h10, mis à jour le 20/02/2024 à 12h28

Gérald Darmanin a demandé, lundi 19 février, [le retrait du titre de séjour d'un imam du Gard en vue de son expulsion](#), qu'il accuse d'avoir préféré des appels à la haine, dans un prêche diffusé en direct sur les réseaux sociaux. Mahjoub Mahjoubi, imam de Bagnols-sur-Cèze et vice-président du conseil départemental du culte musulman, est dans le viseur des autorités après un prêche controversé.

Dans un message posté sur X (ex-Twitter) dimanche, le ministre de l'Intérieur a indiqué avoir demandé au préfet du Gard, Jérôme Bonet, de signaler « les propos de l'imam au procureur de la République ». « Aucun appel à la haine ne restera sans réponse », a affirmé Gérald Darmanin. Une enquête préliminaire a été ouverte pour [apologie du terrorisme](#).

Qu'est-ce qui lui est reproché ?

Mahjoub Mahjoubi est de nationalité tunisienne. Il est marié, père de deux enfants et vit en France depuis 30 ans. Son titre de séjour est valable jusqu'au 7 août 2029. Pour devenir imam, il dit s'être formé seul à l'école d'Arabie saoudite. Dans une vidéo relayée sur les réseaux sociaux, l'imam a qualifié notamment le « drapeau tricolore » de « drapeau satanique » qui n'a « aucune valeur auprès d'Allah ». Il a évoqué l'arrivée de « Al-Mahdi » qui réunira tous les musulmans. « Il va s'autoproclamer et là tous les gouverneurs dans toutes les gouvernances vont chuter. On aura plus tous ces drapeaux tricolores qui nous gangrèment, qui nous font mal à la tête, qui n'ont aucune valeur auprès d'Allah, la seule valeur qu'ils ont, c'est une valeur satanique », a-t-il assuré.

Puis il a enchaîné : « Voyez tous ces drapeaux qu'on a dans les matchs. [...] C'est des drapeaux sataniques qui ne valent rien. Ceux qui les ont imposés, c'est simplement pour qu'on se déteste, qu'on ne s'aime pas, qu'on mette la haine dans nos cœurs. »

Comment il se défend

Face au tollé suscité par son prêche, Mahjoub Mahjoubi a assuré, sur BFMTV, que ses propos étaient un « lapsus ». « En aucun cas, depuis mon parcours d'imam, je n'ai pensé une seconde que le drapeau français ou que la République étaient dérangeants pour moi. Bien au contraire, j'ai toujours défendu ces valeurs qui me sont très très chères », a-t-il rappelé. Un peu plus tôt, il avait été interrogé par [Midi libre](#) à ce propos. Mahjoub Mahjoubi regrettait « une maladresse de langage », « problème de formulation », « un propos qui a dépassé (sa) pensée ».

Il a expliqué qu'il parlait de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN) où les « communautés algériennes et marocaines [...] brandissent des drapeaux tricolores ». « Ça nous clive », s'est-il justifié, en ajoutant : « J'ai donc dit que ces drapeaux nous gangrèment alors qu'on a besoin de faire la paix. » Me Samir Hamroun, avocat de Mahjoub Mahjoubi, a défendu son client. « L'honneur et la dignité d'un homme sont jetés en pâture depuis hier. M. Mahjoubi est présenté comme l'ennemi public numéro un, comme s'il faisait partir d'une organisation terroriste », a-t-il déclaré sur BFMTV.

Le préfet du Gard, Jérôme Bonet, a répondu aux explications de l'imam, sur [France Info](#). « C'est un lapsus qui dure une dizaine de minutes et qui ne touche pas qu'à la question du drapeau mais aussi à la place de la femme

et du peuple juif qui est vu comme un ennemi », a fustigé Jérôme Bonet. Les propos de l'imam « recèlent bien d'autres choses que ce pseudo-lapsus », a assuré le préfet. « On est sur des contenus qui remettent fondamentalement en cause nos valeurs et qui tombent sous le coup de la loi. »

Le préfet a par ailleurs tenu à rappeler que « ce n'est pas que cet extrait vidéo qui peut justifier la réaction du ministre de l'Intérieur », mais bien « un suivi qui date de plusieurs mois ».

Quelles sont les suites possibles ?

Selon [BFMTV](#), la préfecture examine sa situation pour savoir si elle peut procéder à un retrait de ce titre de séjour. « Si on m'expulse, ça me fera mal au cœur parce que je serai traité injustement. J'ai défendu les valeurs de la France », a-t-il confié auprès de Midi libre. « J'ai manifesté mon désaccord total, que ce soit avec les radicaux, les intégristes, Daech et j'ai condamné l'assassinat de Samuel Paty ainsi que les événements de Charlie Hebdo », a-t-il ajouté.

Mahjoub Mahjoubi est membre de l'Association des musulmans du Gard rhodanien (AMGR), selon nos confrères. L'imam Mahjoub Mahjoubi a fait l'objet de deux autres signalements de la part de la préfecture du Gard. En novembre 2023, sous couvert d'un contrôle administratif de la mosquée, les autorités soupçonnaient notamment que des discours séparatistes puissent y être tenus.

[Prières et port du voile intégral à l'université : ces incidents qui se multiplient et inquiètent \(lefigaro.fr\)](https://www.lefigaro.fr)

Prières et port du voile intégral à l'université : ces incidents qui se multiplient et inquiètent

Par [Jeanne Paturaud](#) • [Emma Ferrand](#)

Publié le 16/02/2024 à 06:00, mis à jour le 16/02/2024 à 10:42



À l'université, le port du voile est autorisé, mais celui du voile intégral proscrit. ERIC CABANIS / AFP

Relayées sur les réseaux sociaux, ces pratiques suscitent de vives réactions. Certains craignent qu'elles soient liées à l'influence des étudiants musulmans de France.

La polémique a ressurgi avec la publication de [plusieurs photos prises à l'université de Lille](#). En diffusant les images d'étudiantes portant le voile intégral en salle informatique ou priant dans la cour de l'établissement, l'UNI alerte à nouveau sur «l'absence totale de réactions de l'enseignement supérieur face à des faits purement illégaux». Car depuis plusieurs mois le syndicat étudiant de droite signale une multiplication d'incidents.

À commencer par ceux dans la [faculté lilloise](#). Cette dernière, qui admet avoir reçu 5 étudiants suite à des signalements pour des faits similaires depuis la rentrée en septembre 2023, se défend pourtant concernant les images diffusées ce lundi 12 février. Contactée par le Figaro, elle assure ne pas avoir été «saisie sur le sujet» et maintient que «les agents de sécurité veillent à rappeler et faire respecter les règles» en cas de trouble.

Mais il n'y a pas qu'à Lille que les étudiants sont surpris de voir la religion s'inviter à l'université. Fin janvier, l'UNI publiait déjà la vidéo d'un jeune en train d'effectuer une prière musulmane dans une petite salle à la bibliothèque de droit, économie et sciences politiques de l'université de Montpellier. La scène, filmée en décembre, juste avant les partiels, avait intrigué l'auteur de la vidéo. «La BU était remplie. J'ai été étonné, car je trouve que cela n'est pas un endroit adéquat pour prier», explique Jean*.

À [l'université d'Aix-Marseille](#), un étudiant a lui aussi été filmé en octobre dernier en train de prier dans une bibliothèque. «Nous avons alors informé les services de sécurité, un organisme privé mandaté par l'université. Ils sont immédiatement intervenus pour vérifier qu'il s'agissait bien d'un de nos élèves», indique Yann Soltermann, président de l'UNI Aix-Marseille. Un événement d'ordre anecdotique pour l'université. «Celui qui a prié venait d'arriver à la fac. Il cherchait à se cacher tant bien que mal, ce n'était pas de la provocation. Ceux qui l'ont filmé se sont fait un malin plaisir de publier les images», partage-t-elle au Figaro.

Des incidents nuancés par certaines facs

Mais selon Yann Soltermann, les étudiants auraient assisté à une autre scène de prière le long d'un bâtiment de la faculté de sciences à [Marseille](#). «À la fac de lettres, on nous raconte régulièrement que des étudiantes voilées, parfois intégralement, se réunissent pour se mettre à l'écart et prier tranquillement», ajoute l' élu de l'UNI. Le sujet avait aussi fait [polémique à Reims en février 2022](#), où la présidence avait annoncé ouvrir une enquête

après la diffusion d'une vidéo montrant une étudiante effectuer sa prière dans une salle de classe. Une accumulation nuancée par d'autres syndicats, comme l'Unef. «Pour nous, ce n'est ni un phénomène, ni un sujet. Nous n'avons jamais été témoins de ces scènes et personne ne nous a jamais rapporté de faits de cet ordre», affirme Arthur Sabatier, délégué général du syndicat étudiant marqué à gauche.

Il est difficile de déceler pour le moment quelles revendications les étudiants musulmans de France (EMF) comptent porter. Nous attendons de voir et nous surveillons cela de près

Michel Deneken, président de l'université de Strasbourg

[La loi concernant le port du voile à l'université](#) est pourtant explicite : contrairement aux élèves du secondaire, les étudiants peuvent afficher des signes religieux ostentatoires (comme le voile) et même prier dans des lieux dédiés à cela par l'université. En revanche, le fait de prier ailleurs que dans ces pièces est strictement interdit. Tout comme le port du voile intégral, proscrit sur l'ensemble du territoire français depuis la loi de 2010. Une règle d'ailleurs martelée par le ministère de l'Enseignement supérieur. «La loi est parfaitement claire, et les présidents d'établissements engagés pour sa stricte application». «Si des incidents isolés et inacceptables peuvent exister, une réponse leur est systématiquement apportée par les établissements. Le ministère va continuer d'y veiller», assure-t-il au Figaro.

Le bras étudiant des Frères musulmans

La multiplication de ces incidents ne doit rien au hasard selon l'UNI. Pour le syndicat, la lente mais constante montée en puissance des étudiants musulmans de France (EMF) en est en grande partie responsable. «Le nombre de voix accordées à cette organisation a sensiblement augmenté lors des dernières élections Crous. Ils ont obtenu leur premier élu à Strasbourg et cela s'est joué à peu de choses à Grenoble ou à Lille», explique le syndicat. «Cette étiquette d'association musulmane peut interpeller dans des élections étudiantes, relève Michel Deneken, président de l'université de Strasbourg. Il est difficile de déceler pour le moment quelles revendications ils comptent porter. Nous attendons de voir et nous surveillons cela de près».

Si cette progression inquiète, c'est parce que l'EMF n'est «pas une organisation anodine», martèle l'UNI. Fondée en 1989 sous le nom «Union islamique des étudiants de France» (UISEF), cette dernière affiche un premier objectif : accueillir les étudiants étrangers de façon décente en œuvrant pour l'échange et la solidarité. Il s'agit «en réalité du [bras étudiant des Frères musulmans installés en France](#)», indique Florence Bergeaud-Blackler, anthropologue, chercheuse au CNRS et auteur de [Le Frérisme](#) et ses réseaux: l'enquête (Odile Jacob, 2023). «Leur objectif est de transmettre l'éthique islamique dans la vie étudiante en l'y habituant doucement. Cela passe par une banalisation du voile, des distributions de nourriture halal, l'organisation de cercles d'enseignement religieux ou de maraudes, la facilitation des rencontres entre musulmans ou la demande de salle de prière», développe la chercheuse.

Une organisation «prosélyte mais pas communautaire», poursuit Florence Bergeaud-Blackler «puisqu'elle souhaite imposer les fondements de la société islamique qu'elle veut voir advenir». Analyse dont se défend l'EMF. «Ces informations sont infondées, nous sommes une association indépendante, dénuée d'affiliation idéologique ou politique», estime l'organisation.

***Le prénom a été modifié.**

Italian town in turmoil after far-right mayor bans Muslim prayers

Bangladeshi residents and others in Monfalcone say decisions to prohibit worship at cultural centres and banning burkinis at the beach is part of anti-Islam agenda

[Angela Giuffrida](#) in Monfalcone

Sun 18 Feb 2024 09.00 CET



Women take part in a protest on 23 December 2023 in Mofalcone after the mayor shut down Muslim prayer. Photograph: Mara Fella

The envelope containing two partially burned pages of the Qur'an came as a shock. Until then, Muslim residents in the Adriatic port town of Monfalcone had lived relatively peacefully for more than 20 years.

Addressed to the Darus Salaam Muslim cultural association on Via Duca d'Aosta, the envelope was received soon after Monfalcone's far-right mayor, Anna Maria Cisint, banned prayers on the premises.

"It was hurtful, a serious insult we never expected," said Bou Konate, the association's president. "But it was not a coincidence. The letter was a threat, generated by a campaign of hate that has stoked toxicity."

Monfalcone's population recently passed 30,000. Such a positive demographic trend would ordinarily spell good news in a country grappling with a [rapidly declining birthrate](#), but in Monfalcone, where Cisint has been nurturing an anti-Islam agenda since winning her first mandate in 2016, the rise has not been welcomed.

The town's population growth is mostly attributed to the sprawling shipyard owned by the state-controlled giant Fincantieri, whose policy of outsourcing labour over the past two decades led to a huge inflow of skilled foreign workers, mainly from [Bangladesh](#). The cheaper immigrant workforce far outnumbers Italians, especially during peak periods in the construction of huge cruise ships.

Monfalcone's Bangladeshi community has been further boosted by relatives arriving via a family reunification policy, which Cisint would like to restrict, and by their Italy-born children.

Today, the community makes up 6,600 of Monfalcone's total 9,400 foreign-born population, according to figures provided by Cisint during an interview with the Observer.

Immigration has altered the makeup of the town. There is an array of foreign-owned shops and restaurants, and a network of cycle paths mostly used by Bangladeshis, whose bikes are their main mode of transport.

"If it wasn't for the contribution of the foreign community, Monfalcone would become a ghost town," said Enrico Bullian, a leftwing councillor for the wider Friuli-Venezia Giulia region.

Cisint, a politician backed by Matteo Salvini's League party, and by Brothers of Italy, the party led by the Italian prime minister, [Giorgia Meloni](#), won an easy reelection in 2022, mostly on the anti-immigration ticket that facilitated the rise to power of Italy's far right.

One of her first policies was to remove the benches in the main square, allegedly because they were mainly used by immigrants. Cisint attempted to limit the number of foreign children in schools, while cricket, popular among Bangladeshis, was scrapped from the sports festival. Last summer, she banned Muslim women from wearing [burkinis at the beach](#).

But it was Cisint's ban on prayers in November, which also applies to a second Muslim cultural centre in the town, that has reverberated most.

"It has had an enormous impact," said Konate, an engineer who has lived in Italy for 40 years. "We had been praying peacefully here for over 20 years. But this was not only a place for prayer – people came to meet, chat. Children came for after-school lessons. There are many Islamic cultural centres across [Europe](#) where you can pray, and nobody prevents it."

Cisint claimed the Muslims had flouted urban planning rules because the premises was designated for commercial use and not for worship. Safety was another factor, she said, after citizens sent her photos showing "hundreds of people" entering.

"I didn't say 'close down and you must not pray'," Cisint told the Observer. "The space was being used in a distorted way – it was a mosque. They need to respect the laws."

The ban chimes with a proposal by Meloni's Brothers of Italy for the nationwide shutdown of hundreds of Muslim prayer spaces that are not in mosques. Asked to comment on "the Monfalcone situation" during a press conference in early January, Meloni, who has long railed [against "Islamisation" in Europe](#), said: "Those who choose to live in Italy must respect Italian norms."

Konate said Monfalcone's Muslims have always respected the laws, proof of which is seen in the town's extremely low crime rate, and that the mayor's motive was to curtail their Italian constitutional right to pray.

But after passively living with the antagonism for years, he said the ban marked a "watershed" moment.

On 23 December, an estimated 8,000 people protested against the move and Cisint's anti-Islam campaign, which many believe is being used to raise her profile in the hope of running in June's European elections.

The Muslim community is also appealing against the prayer ban through the regional administrative court. "For the first time, we said 'we must defend ourselves'," said Konate, who like many of Monfalcone's Muslims is an Italian citizen.

Cisint said the exponential growth in the foreign-born population has put pressure on Monfalcone's social services. But she doesn't have a problem with the town's other significant foreign community – Romanians. "They come, they integrate and they respect Italian norms," she said.

Cisint recites a list of stereotypes about Muslims, such as women being forced to wear face coverings and walk behind men. She claims she has done a lot for the community, including building more schools "because they are having so many babies". She accuses Muslims of not wanting to learn Italian, and if they do the main objective is to obtain citizenship.

But at an Italian lesson run by volunteers, a Muslim woman said it was hard to find places on the classes run by the authority. Her teacher, Cinzia Benussi, said: "It seems that everything is done to make life difficult for Bangladeshi residents."

Amid the tensions, a women's group made up of native and foreign-born Italians has emerged to bridge the divide caused by Cisint's policies.

Nahida Akhter, a 27-year-old student and daughter of a Fincantieri worker who has lived in Monfalcone since she was a child, said at a recent meeting: "It's important to have this group to share ideas and help change the opinion of those who are fixated on the same prejudices."

Fulvia Taucer, a financial adviser, added: "There has never been an issue with this community ... Monfalcone is everyone's home."

«Das Kopftuch ist für mich wie eine Krone»: warum junge Schweizerinnen zum Islam konvertieren

Der Weg zu Allah führt über Tiktok, Instagram und beste Freundinnen. Junge Schweizerinnen konvertieren zum Islam, weil ihnen in der westlichen Welt etwas fehlt. Ein Imam spricht bereits von einem Trend.

"The headscarf is like a crown to me": why young Swiss women convert to Islam

The path to Allah leads through Tiktok, Instagram, and best friends. Young Swiss women convert to Islam because something is missing for them in the Western world. An imam already speaks of a trend.

René Donzé

15.02.2024, 16.18 Uhr 12 min



«Ich möchte den Leuten Mut zusprechen»: Influencerin Ninahoney, einmal mit und einmal ohne Kopftuch.

Es geschieht im Bastelraum des Elternhauses im Kanton Zürich: Die 18-jährige Sara, die anonym bleiben will, verbindet sich mit dem Handy per Facetime mit einem Imam sowie einer Konvertitin, die beide in Deutschland leben. Dann kniet sie nieder, spricht die Schahada, das islamische Glaubensbekenntnis, auf Arabisch: «Ashhadu an la ilaha illa-lah wa ashhadu anna muhammadan rasulu-lah.» Übersetzt: «Ich bezeuge, es gibt keinen Gott ausser Allah, und Mohammed ist sein Gesandter.» Seither ist sie Muslimin, betet fünfmal am Tag, geht freitags in die Moschee und versucht sich an die Regeln des Islam zu halten.

Heute, zwei Jahre später, erzählt sie über ihre Konversion und darüber, wie es dazu gekommen ist. Elegant in Grau gekleidet, dezent geschminkt, ohne Kopftuch. An ihrer goldenen Halskette baumelt ein Amulett mit dem arabischen Zeichen für Allah.

Als ich etwa sechzehn war, erwachte mein Interesse an der Religion. Ich habe die Bibel gelesen und bin regelmässig in die Kirche gegangen. Aber ich hatte nie das Gefühl: Wow, das ist spannend! Ich fand dort keine Heimat bei den wenigen, meist älteren Kirchgängern. Zu Beginn der Corona-Zeit war ich vermehrt auf Tiktok unterwegs und habe dort muslimische Influencerinnen gesehen. Sie haben zwar nicht unbedingt Content über den Islam gemacht. Doch ihre Art, ihre Ruhe, hat mir gefallen.

Ich habe mir dann – im Geheimen - den Koran bestellt und ihn in einem Monat komplett durchgelesen. Auf Instagram fragte ich Musliminnen, wie man richtig betet. Eine hat mir ein PDF geschickt, nach dem ich gelernt habe. Irgendwann war meine Überzeugung so stark, dass ich wusste: Ich muss diesen Schritt jetzt machen, weil er sich richtig anfühlt. Seither bete ich fünfmal täglich, gehe freitags in die Moschee. Das Kopftuch trage ich noch nicht öffentlich, würde es aber gerne. Es ist für mich wie eine Krone. (Sara, Konvertitin)

«Die Zahlen sind explodiert»

Die heute 20-Jährige ist bei weitem nicht die einzige Schweizerin, die in den letzten Jahren den Islam angenommen hat. Fachleute gehen davon aus, dass von den 430 000 Muslimen in der Schweiz rund 9000 bis 12 000 Konvertiten sind. Ihre Zahl dürfte zunehmen, während den christlichen Kirchen die Gläubigen davonlaufen. Das hat vor allem zwei Gründe: Migration und soziale Netzwerke. «Je vielfältiger ein Land in kultureller und religiöser Hinsicht wird und je mehr globale kommunikative Vernetzung es gibt, desto mehr Menschen können mit neuen Weltanschauungen in Kontakt kommen und diese möglicherweise annehmen», sagt Federico Biasca, der am Schweizerischen Zentrum für Islam und Gesellschaft der Universität Freiburg zu diesem Thema forscht. Und: «Junge Influencer wie Ninahoney helfen anderen Menschen bei der Bewältigung ihrer Konversion.»

Ninahoney ist eine gelernte Interactive-Media-Designerin und unter diesem Namen schon seit Jahren auf Youtube, Instagram und Tiktok unterwegs. Ihren richtigen Namen und Wohnort will sie nicht in der Zeitung lesen. Ursprünglich ging es in ihren Kanälen um Lifestyle, Mode, Schminken, Kochen, Ferien und Pferde – Dinge halt, die junge Frauen interessieren. Dann begann sie auch über die Schwierigkeiten interkultureller Beziehungen zu sprechen, im letzten Oktober machte sie schliesslich ihre Konversion zum Islam öffentlich. «Seither sind die Zahlen explodiert», sagt sie. Sie nahmen noch einmal zu, nachdem «SRF Impact» im Januar einen halbstündigen Dokumentarfilm über sie veröffentlicht hatte.

Letzten Sommer folgten ihr auf Instagram 35 000 Personen, nun sind es knapp 75 000. Dort spricht sie nicht mehr nur über Schminke und Strandferien, sondern über Kopftücher, sie zeigt, wie sie zu Hause betet, und sie schwärmt von ihrer Pilgerreise nach Mekka. Seit wenigen Tagen bietet sie einen Ramadan-Planner an, den sie selber geschrieben und gestaltet hat, mit fachlicher Unterstützung eines Imams.

Es ist mir wichtig, dass man sieht: Er ist gar nicht so schlimm, der Islam. Ich will nicht einfach eine Influencerin sein, die oberflächliche Sachen macht, sondern möchte etwas bewirken. Ich helfe den Leuten gerne in Bezug auf Multikultbeziehungen, die Konvertierung, den Islam: Wie machst du es mit der Familie, die das vielleicht nicht akzeptiert? Ich möchte den Leuten Mut zusprechen. Ich plane auch Events für Konvertierte. Viele sind sehr einsam. (Ninahoney, Influencerin)

Die 23-jährige Influencerin ist seit sieben Jahren mit dem Albaner Leo liiert. Er ist praktizierender Muslim. Lange war eine Konversion für sie kein Thema. Erstmals verspürte sie den Wunsch, nachdem sie an Ramadan mitgefastet hatte, wie sie erzählt. Dann kam der Schlüsselmoment: Sie sass mit Leo in den Ferien am Strand, es ging ihr schlecht, sie hatte Angst vor dem Tod. «Leo hingegen fürchtete sich nicht, weil er an das Paradies glaubte», erzählt sie. «Er hat mir das so schön beschrieben, es hat mich geflasht.»

Mittlerweile haben die beiden nach islamischem Recht geheiratet. Muslimische Männer dürften auch Christinnen oder Jüdinnen heiraten, umgekehrt aber nicht: Musliminnen dürfen nur Muslime heiraten.

Anmutige Bilder und orientalische Musik

Wer sich auf den sozialen Netzwerken mit Konversion beschäftigt, ist dort nicht lange allein. Schnell füllt sich die Timeline mit Bildern und Filmen, wie jenen von Ninahoney. Es sind anmutig wirkende und stark auftretende Frauen mit Kopftuch oder ohne. In der Welt der schnellen Bilder strahlen sie Ruhe aus. Zum Beispiel Azizamm16: Sie bedeckt ihr Gesicht mit Schleier oder Tulpen, bewegt sich zu orientalischer Musik, während sie selber oder eine tiefe Männerstimme spricht. Einmal erklärt sie auf Englisch: «Das Kopftuch ist nicht die Verhüllung von Schönheit, das Kopftuch definiert die Schönheit neu.»

Der Islam lockt online mit der Anmut des Exotischen: klingenden Sprüchen, schönen Schriftbildern, geheimnisvollen Verhüllungen. Gleichzeitig ist er uns in der realen Welt näher als je zuvor. Heute wächst hierzulande kaum mehr ein Kind auf, ohne dass es mit muslimischen Kindern und Jugendlichen zur Schule oder in die Berufsbildung geht. 1970 gehörten rund 0,2 Prozent der Schweizer Bevölkerung dem Islam an. Jetzt, fünfzig Jahre später, sind es 5,9 Prozent.

Claudia ist angehende Pflegefachfrau. Auch sie ist eine der 74 000 Followerinnen von Ninahoney und erzählt unter falschem Namen. In Kontakt mit dem Islam kam sie über Kolleginnen, mit 15 Jahren hat sie das erste Mal

einen Tag mit einer Freundin gefastet und mit deren Familie auch am Fastenbrechen teilgenommen. Warum genau sie zum Islam gekommen ist, kann sie nicht sagen. Auf Reisen mit der Mutter besuchten sie auch Moscheen, darin habe sie «innere Ruhe und Frieden mit mir selbst» verspürt. Als sie für ein soziales Praktikum nach Ghana reiste, nahm sie ganz selbstverständlich auch Kopftücher mit.

Dort stand eine pinke Moschee inmitten der braunen Landschaft, die mich magisch anzog. An einem Freitag, dem islamischen Sonntag, ging ich aus Neugierde rein. Ich war die einzige weisse Frau weit und breit. Ich war fasziniert von der Stimmung im Gebäude, habe eine grosse Ruhe in mir verspürt. Als ich mich kurz vor dem Nachmittagsgebet zum Gehen wandte, kam eine Frau auf mich zu und fragte: Willst du nicht bleiben? Dann habe ich mit ihnen gebetet und konnte nicht mehr aufhören zu weinen. Es hat sich einfach so richtig angefühlt.

Nach meiner Rückkehr in die Schweiz habe ich das meiner Freundin erzählt. Wir sind gemeinsam mit ihrer Mutter, der Grossmutter und einer Tante zu einer Moschee in Wil, St. Gallen, gefahren. Dort habe ich das Glaubensbekenntnis ausgesprochen. Es war sehr emotional. (Claudia, Konvertitin)

Muris Begovic spricht von einem Trend. Er war Imam in der bosnischen Moschee Zürich, ist der erste Schweizer Armeeseelsorger mit muslimischem Hintergrund und Geschäftsleiter der Vereinigung der Islamischen Organisationen in Zürich. Rund zehn Anfragen erhält er pro Jahr von Personen, die konvertieren möchten. Wie oft dies in den rund 250 Moscheen der Schweiz passiert, weiss weder er noch sonst jemand. «Bei Männern sind es oft solche, die eine muslimische Freundin haben und mich fragen, was sie tun müssen, um sie heiraten zu dürfen», erzählt er. «Wenn sie hören, dass sie nur das Glaubensbekenntnis beten müssen, sind sie ganz glücklich und gehen wieder.»

Bei den Frauen sei das anders: «Ihre Reflexionsbereitschaft ist oft viel grösser. Man spürt eine sehr starke Überzeugungskraft.» Und doch führt er mindestens vier bis fünf Gespräche, bevor er ihnen das Bekenntnis abnimmt. «Als religiöser Mensch freue ich mich natürlich, wenn jemand den Weg zu Gott gefunden hat», sagt der Imam. Doch warnt er vor vorschnellen Entscheiden. «Der Religionswechsel ist kein Schuhwechsel, man muss sich zu 101 Prozent sicher sein.» Es gebe in der Religion zwei Ebenen: Die vertikale sei die Beziehung zu Gott, die horizontale die Beziehung zur Umgebung. Wie reagieren die Freunde, die Familie? Findet man Anschluss in einer Moschee in einer Gemeinschaft? «Eine Konversion soll nicht ein Auslöser dafür sein, dass jemand Probleme mit seinem sozialen Umfeld bekommt», sagt Begovic.

Aus Sicht der Forschung gebe es verschiedene Gründe für solche Entscheide, sagt Federico Biasca von der Universität Freiburg: «Zur Vereinfachung unterscheiden wir zwischen sozial bedingter Konversion, die sich aus der Begegnung der Person mit einem religiösen Umfeld – etwa über den Partner oder Freunde – ergibt, und intellektueller Konversion, die eher mit einer privaten intellektuellen Forschung verbunden ist.» Der Religionswechsel zum Islam ist unkompliziert: Es braucht weder einen Imam noch eine Moschee noch Zeugen. Es reicht, das Glaubensbekenntnis auszusprechen.

Was aber steckt hinter dem Trend? Was fasziniert die Jungen am Islam? Gut möglich, dass sie dort die Orientierung finden, die ihnen fehlt in dieser Gesellschaft, in der alles erlaubt ist, und in einer Zeit, in der so vieles ungewiss ist. In den letzten Jahren zeigen Umfragen und Statistiken eine deutliche Zunahme psychischer Probleme bei Kindern, Jugendlichen und jungen Erwachsenen. Fachleute sprechen von der Belastung durch Corona, Klimawandel, Kriege, aber auch vom Druck durch soziale Netzwerke, Selbstopтимierung, Zukunftsängste. Wo soll man Sicherheit finden? Wo Schutz vor den steigenden Ansprüchen an Aussehen und Erfolg?

«Ich habe einfach geweint»

Das detaillierte Regelwerk des Islam bietet den Jungen eine klare Struktur. «Sie sind fasziniert davon, dass es im Islam Antworten auf alles gibt», sagt Imam Begovic: Diese Antworten stehen im Koran und in den Überlieferungen über das Leben Mohammeds. Sie zeigen auf, wie die Gläubigen zu leben haben. Gelehrte interpretieren die Regeln für die heutige Zeit. Dabei geht es um weit mehr als moralische Gebote, nämlich um konkrete, lebenspraktische Anweisungen: Was darf ich essen und trinken? Sind Bitcoins «halal» (erlaubt) oder «haram» (verboten)? Wie dusche ich richtig, wenn ich ein Ritual vornehmen will? Muss ein Mann für den Lebensunterhalt aufkommen? Alles lässt sich beantworten. Es reicht ein Blick in die Schriften oder ein Klick im Internet.

Seit ich religiös bin, habe ich viel mehr Halt. Ich bin einfach positiv eingestellt zum Leben. (Ninahoney)

Ich habe sehr viele Kolleginnen gefunden, die auch praktizieren. Wir gehen in die Moschee, treffen uns, kochen gemeinsam, reden allgemein über den Islam. Es ist ein beruhigendes Gefühl, wenn ich auf jede Frage eine Antwort erhalte. (Sara)

Du denkst jeden Tag darüber nach, dass das Leben nur temporär ist. Und du weisst, dass es nachher noch etwas Besseres gibt. (Claudia)

In unserer türkischen Moschee gibt es auch spezielle Abende für Frauen und Mädchen. Meine beste Kollegin ist aber buddhistisch angehaucht. Wir verstehen uns nach wie vor super, ich habe mich ja nicht verändert. Ich bin jetzt endlich mal ganz ich selber. Für mich ist Beten wie eine Therapie: Ohne fühle ich mich verloren. (Dora)

Die junge Innerschweizerin, die wir hier Dora nennen, bezeichnet sich selbst als prude: Sie hatte nie gerne kurze Hosen an, mochte keinen Alkohol und wollte schon immer «rein bleiben bis zur Heirat», wie die heute 20-Jährige sagt. Die gelernte Applikationsentwicklerin mit Berufsmatura ist in einer katholischen Grossfamilie aufgewachsen. Man betete vor jedem Essen, ging sonntags in die Kirche. «Und doch hat sich für mich alles irgendwie falsch angefühlt», sagt sie. Kurz vor der Firmung beschied sie der verdutzten Familie, dass sie verzichten werde. «Ich wollte nicht etwas fertig machen, was für mich nicht stimmte.» Ihre Weigerung und ihre spätere Konversion lösten einen Streit in der Familie aus, der bis heute immer wieder ausbricht, wenn das Thema aufkommt.

Ich war verloren in einer Gesellschaft, die ganz anders denkt als ich. Mit 17 habe ich Gott angefleht, dass er mich auf den richtigen Pfad leite, dass er die Leere in mir fülle – selbst, wenn eine andere Religion als das Christentum die richtige ist. Über einen guten Freund lernte ich den Islam kennen, der mir sehr logisch erschien. Nach dem Tod meiner Schwester merkte ich, dass ich meinen eigenen Weg gehen muss, egal, was die anderen sagen. Wenn ich sterbe, will ich nicht bereuen, nicht konvertiert zu haben. Als ich das erste Mal zu Allah betete, war das war für mich so überwältigend – ich habe einfach geweint. Da wusste ich, das ist der göttliche Funken in mir. (Dora, Konvertitin)

Dora trägt ihre langen schwarzen Haare offen, sie fallen über eine schwarze Lederjacke. In einem Innerschweizer Einkaufszentrum sitzt sie vor ihrem Essen, wirkt sehr ernsthaft, bestimmt und reflektiert. Selbstverständlich würde sie gerne das Kopftuch tragen, und selbstverständlich würde sie auf den Händedruck mit Männern verzichten. Doch die gesellschaftlichen Konventionen in der Schweiz sprächen dagegen. Auch mit der Familie gäbe es noch mehr Konflikte, würde sie für alle erkennbar als Muslimin auftreten. Ähnlich sehen es die anderen Konvertitinnen.

Es erstaunt, dass in einer aufgeklärten Gesellschaft junge Frauen eine Religion annehmen, die ihnen viele Einschränkungen vorschreibt: Sie müssen sich verhüllen, dürfen fremde Männer nicht berühren, nicht allein mit dem Imam sprechen. Und sie dürfen während der Menstruation nicht beten, geschweige denn in Mekka um die Kaaba schreiten.

In den Gesprächen wird schnell klar, dass sie darin keine Diskriminierung erkennen. «Frauen haben im Islam einen hohen Stellenwert», sagt die Influencerin Ninahoney. Mohammed habe in seiner Region damals viele Frauenrechte eingeführt. «Das Paradies liegt unter den Füßen der Mütter», so zitieren zwei Konvertitinnen Mohammed, um ihren Stellenwert zu unterstreichen.

Das Gebetsverbot während der Menstruation sei eine Erleichterung, sagt Sara. «Viele fühlen sich dann nicht wohl und schätzen es, dass sie sich erholen dürfen.» Claudia ist froh, muss sie in der Moschee nicht gemeinsam mit Männern beten: «Es wäre unangenehm, wenn sich hinter mir ein Mann hinknien würde.» Und alle empfinden sie die islamischen Kleidervorschriften als Schutz vor männlichen Blicken.

Sie argumentieren, dass vieles von dem, was der Westen als patriarchalisch betrachte, nicht Bestandteil ihrer Religion sei, sondern der jeweiligen Kultur, der die Muslime angehörten. Auch Krieg und Terror habe nichts mit dem Islam zu tun. «Meine Religion ist in jedem Punkt sehr, sehr friedlich», sagt Dora. «Wenn die Leute dem Islam eine Chance gäben, sich zu erklären, dann würden sie verstehen, dass jene Menschen, die Kriege anzetteln oder Frauen unterdrücken, keine richtigen Muslime sind.»

Warnung vor «Imam Google»

«Was haben wir nur falsch gemacht?» Diese Frage stellt sich die Mutter von Ninahoney in der SRF-Dokumentation. Bei allem Verständnis, das die Eltern für den neuen Glauben ihrer Tochter aufbringen möchten, fällt es ihnen schwer, den Entscheid zu akzeptieren. Sie stehen mit dieser Frage wohl nicht allein da.

Manchmal melden sich solche Eltern auch bei Georg Otto Schmid. Er leitet die Evangelische Informationsstelle Kirchen, Sekten, Religionen. Dort rufen besorgte Eltern an, deren Kinder – zum Teil deutlich jünger als die hier beschriebenen – zum Islam konvertiert sind. Besonders gefragt war er vor rund zehn Jahren, als radikale Muslime in der Schweiz Korane verteilten, der radikale Islamische Zentralrat Schweiz islamische Schulen und einen Fatwa-Rat für die Schweiz forderte, der nach dem Islam Recht sprechen sollte. Und als vereinzelt radikalisierte Jugendliche in den Krieg nach Syrien zogen.

Mittlerweile sei es wieder etwas ruhiger geworden, sagt Schmid am Telefon. Rund zwanzig Anfragen erhält er noch pro Jahr zum Thema – wobei sich viele heute direkt an die Radikalisierungsfachstellen richteten, die inzwischen in verschiedenen Kantonen entstanden sind. Schmid betont, dass aus seiner Sicht nicht jede Konversion problematisch ist.

«Die Eltern haben nichts falsch gemacht», sagt er. «Es ist normal, dass Jugendliche nach spiritueller und religiöser Orientierung suchen. Sie sind ab 16 Jahren religionsmündig und dürfen ihren Weg selbst gehen.» Bei Konversionen zum Islam spielen aus seiner Erfahrung folgende Motive gehäuft eine Rolle: Einfluss des sozialen Milieus, Partnerschaft, Sehnsucht nach traditionellen Rollenbildern, Protest gegen Eltern und Umfeld.

Wichtig sei, dass das Umfeld Kontakt halte mit den Konvertierten, herausfinde, in welchen Moscheen sie sich bewegten, mit wem sie sich austauschten. «Wenn sie sehr intensiv praktizieren und nur noch Kontakt zu Muslimen haben, dann kann es konservativ oder sogar radikal werden.» Kritisch seien salafistische oder andere radikale Milieus, wie die Missionsbewegung Tablighi Jamaat. Dann wäre der Beizug einer Radikalisierungsfachperson oder eines gemässigten Imams sinnvoll.

Muris Begovic warnt vor allem vor dem, was er den «Imam Google» nennt. Fehle den frisch Konvertierten eine Einbindung in eine reale Gemeinschaft, könne es für sie problematisch werden, sagt der Imam. «Den sogenannten Gelehrten im Internet geht es oft nur um die eigene Profilierung. Für Jugendliche kann das faszinierend sein, aber auch gefährlich werden.»

3. Culture – Film Reviews



[Christopher Nolan's Oppenheimer gamble pays off with Bafta night success | Baftas 2024 | The Guardian](#)

Christopher Nolan's Oppenheimer gamble pays off with Bafta night success

[Peter Bradshaw](#)



Cleaning up ... Christopher Nolan, winner of the awards for director and best film for Oppenheimer, with producers Emma Thomas and Charles Roven with their awards. Photograph: Hollie Adams/Reuters

Nolan's complex epic won best picture, best director, best actor and best supporting actor – but awards for *The Zone of Interest*, *Poor Things* and *The Holdovers* show they could still cause upsets on Oscar night

So Christopher Nolan's huge, complex, anti-narrative epic [Oppenheimer](#) continued to deliver its payload of seriousness at the Baftas; it gained best picture, best director for Christopher Nolan and best actor for Cillian Murphy for his stunningly intuitive performance as the tortured J Robert Oppenheimer, the father of the A-bomb, with his sightless stare of horror – as if foreseeing humanity's end – the man whose non-aligned leftist principles drove him to develop the bomb before the Nazis, the same principles which made him a pariah in red-scare America after the war.

Nolan structured his movie in such a way as to bring these concepts into alignment, moving back and forth in time. It was an artistic gamble that paid off. [Robert Downey Jr](#) also got his best supporting actor Bafta for Oppenheimer's nemesis Lewis Strauss – although I would have preferred Paul Mescal or Robert De Niro.

And Nazi Germany was horribly also present in Jonathan Glazer's eerie, stunning Holocaust nightmare [The Zone of Interest](#) continues its run of awards success with best British film and best film not in the English language – a remarkable combination which testifies to Glazer's brilliant, non-parochial vision. A British producer told me Glazer is now the “Daniel Day-Lewis of directors” – he only takes on the projects he believes in; they are infrequent and always superb. *The Zone of Interest* is a brilliant Buñuelian nightmare of the chilling delusion, combined with fanaticism required to execute an antisemitic atrocity on a world-historic scale.



Emma Stone accepts the leading actress award for *Poor Things*. Photograph: Joe Maher/Bafta/Getty Images for Bafta

Emma Stone got her widely predicted Bafta for her quite extraordinary turn as the bizarre Bella Baxter – the Victorian fallen woman brought back from the dead in Yorgos Lanthimos’s [Poor Things](#). Stone’s formal technique and composure is amazing considering that she can somehow make this role as sympathetic as all the others she’s played. No surprises either for the best supporting actress Bafta for Da’Vine Joy Randolph for her wonderful performance in *The Holdovers* as the wise, witty, emotionally wounded African-American cook at a school which is a nursery for white privilege.

The one big surprise, however, was the outstanding British debut award going not the heavily tipped *How to Have Sex* by Molly Manning Walker but Savannah Leaf’s *Earth Mama*. Well, it’s an excellent film. So *Oppenheimer* cleaned up – but not an absolute landslide and chances for *The Zone of Interest*, *Poor Things* and *The Holdovers* to cause upsets on Oscar night.

Why 'The Zone of Interest' Must Win Best Picture at the Oscars

Jonathan Glazer's Holocaust drama has a vital message for these times: We all have more in common with the perpetrators of the Shoah than the victims



Christian Friedel as Auschwitz's camp commander in a scene from "The Zone of Interest."Credit: A24 via AP

[Adrian Hennigan](#)

Feb 18, 2024

It may seem strange in these bleak times to be actively looking forward to something – anything, in fact – but I can't wait for the Oscars to be handed out next month.

What's particularly strange about that is that my interest in the Academy Awards had dwindled away to pretty much nothing. In fact, it's fair to say I've had as much interest in tuning into Hollywood's big night as watching a Michael Bay retrospect.

I actually had to turn to Google to remember which film won last year's top prize ("Everything Everywhere All at Once"). But things are very different in 2024.

For starters, I've seen all 10 nominated movies in the best picture category – very much unlike last year, where there was more chance of me liking a [Benjamin Netanyahu](#) or [Yahya Sinwar](#) tweet than going to see something like "Avatar: The Way of Water."

More importantly, I feel like I have a dog in the fight this year. While only one nominee might cause me to throw my TV out the window if it wins (let's just say I don't think it's been a vintage year for Martin Scorsese), only one makes me echo the thoughts of Alfonso Cuarón. The Mexican director called this particular film probably the most important one of the 21st century, both for its cinematic approach and the complexity of its theme. No, dear reader, he wasn't talking about ["Barbie."](#)

He was referring to the most uncomfortable viewing experience I've sat through in many a year – and I write that as someone who regularly sees films at Israel's Lev movie theater chain (most recently the wonderfully insouciant French comedy "A Difficult Year").

The film I'm talking about is Jonathan Glazer's Holocaust anti-drama "The Zone of Interest," perhaps one of the least commercial movies ever to be nominated for best picture. As if to prove that point, it has also been nominated for best international feature film, as all of its dialogue is in German.

Glazer adapted the movie from the Martin Amis novel "The Zone of Interest" in much the same way I'm guessing he adapted Michel Faber's "Under the Skin" in 2013: looking at the book's cover and going off to write his own version. It's actually quite frustrating to see it in the best adapted screenplay category along with "Barbie," because for me these are the two most original screenplays of the year.

But that's where any similarities with Greta Gerwig's movie end. Glazer based some of his script on documented dialogue overheard in the home of Rudolf Höss, the Auschwitz camp commandant whose run-of-the-mill domestic life is displayed to such chilling effect in "Zone" – evil really has never looked quite so banal.

Two wolves

The genius of Glazer's approach is best summed up by something he said at last year's London Film Festival. In a halting, shy manner suggesting that he would rather be anywhere else than on stage talking about his film (in that regard, he very much reminds me of a British Spike Jonze), he explained that the movie's guiding principle was to highlight to the viewer his or her similarities to the perpetrators of the Holocaust, rather than the victims. Not so much how did this happen, but this is how you made it happen.



Director Jonathan Glazer, left, and cinematographer Lukasz Za on the set of "The Zone of Interest" in Poland. Credit: Kuba Kaminski/AP

This approach is what gives the film its foreboding sense of horror: the recognition of the ease with which we're able to compartmentalize evil and carry on with our mundane lives. In other words, creating and focusing on our own zone of interest.

Another brilliant move was to shoot the film in Poland, with Höss' home and verdant garden being recreated just a few hundred yards from the actual Auschwitz abode in which the Nazi commander lived with his family. (The original home now houses a Polish family, which in itself sounds like a worthy subject of a documentary.)

"The Zone of Interest" actually had its Polish premiere at Auschwitz on Thursday, where Glazer highlighted another of the film's strengths: its contemporary feel. "We were trying to show it as something still in our world and still in ourselves as human beings, and not an anomaly or some event that happened once and couldn't possibly happen again," he told Variety. "It felt very important to tell a story about our human capacity for violence."

A friend attended a 90-minute talk in London last month where Glazer was interviewed by Cuarón. As well as claiming that he was the first child in Britain to see "Star Wars" in 1977 after his father took him to a preview – in what seems to be a very on-brand response, Glazer said his 12-year-old self hated George Lucas' sci-fi extravaganza – he also discussed his research for "Zone."

He recounted going to hear a survivor discuss her Holocaust experiences and how, in the subsequent Q&A, someone wondered if she had an all-consuming hatred for the German people. She responded that everyone has

two wolves inside them: a good wolf and a bad wolf, and the one that dominates is the one you feed the most. It's a powerful idea that runs all the way through Glazer's horrifying but unmissable film.



Sandra Hüller in a scene from "The Zone of Interest." The German actor has another starring role in "Anatomy of a Fall."Credit: A24 via AP

Who will mention Israel?

Of course, one of the subplots to this year's awards night will be the Israel-Hamas war. Hollywood normally shies away from anything remotely contentious, but there's probably more chance of [Susan Sarandon](#) turning up wearing a yellow ribbon than the evening passing without controversy. Not that Susan will be there, of course: Nowadays, the words "For your consideration" are more likely to be on her police file than in an Oscars ad campaign on her behalf.

If [Steven Spielberg](#) wins for best picture as a co-producer of "Maestro," for instance, will he say anything about the October 7 atrocity that his [USC Shoah Foundation](#) is now documenting (to the chagrin of rabid massacre denialists)?

If Mark Ruffalo wins best supporting actor for "Poor Things," will his speech be about anything other than the evils of Israel? Or, as seems to me more likely, if Robert Downey Jr. wins in that category for his performance as Lewis Strauss in "[Oppenheimer](#)," will he celebrate his Jewish identity by giving out a triumphant call of "Am Yisrael chai"?

If "[Golda](#)" wins for best makeup and hairstyling, how will the auditorium react to, in effect, an Israeli prime minister being honored? And how much of a precedent will this set for when the inevitable biopic about Benjamin Netanyahu, "Purple Reign," eventually arrives?

And if Israeli director [Tal Kantor](#) wins in the best animated short film category for "Letter to a Pig," why do we already know she'll deliver the most anti-Netanyahu speech of the evening, no matter what Ruffalo might say if he gets called to the stage?

I'm writing this now so everyone has enough time to watch the best picture nominees before March 11, with most films already available in Israel – and with "American Fiction" and "Zone of Interest" both opening soon. "Anatomy of a Fall" is the only movie that won't have opened in Israel before awards night, so you'll just have to take it from me that Justine Triet's film is the best courtroom drama since "12 Angry Men." That's the 1957 Henry Fonda classic I'm referring to, by the way, not a Fox News greenroom.

In any other year, I'd love it if "Anatomy of a Fall" won best picture. But in a world where the "bad wolves" are running rampant – and what better example of that than the death in classically Putin-esque circumstances of the subject of [last year's Oscar-winning documentary, Alexei Navalny](#)? – "The Zone of Interest" must win this year. And you must watch it.

"The Zone of Interest" opens in Israel on March 7. The Academy Awards will be broadcast in the early hours of March 12.

https://www.lemonde.fr/culture/article/2024/02/21/langue-etrangere-de-claire-burger-un-teen-movie-franco-allemand-taille-sur-mesure-pour-la-berlinale_6217564_3246.html

« Langue étrangère », de Claire Burger, un teen movie franco-allemand taillé sur mesure pour la Berlinale

Ce film d'apprentissage interroge l'engagement amoureux et politique de deux adolescentes, l'une strasbourgeoise, l'autre vivant à Leipzig.

Par [Clarisse Fabre](#) (Berlin, envoyée spéciale)

Publié aujourd'hui à 00h00, modifié à 09h45



Fanny (Lilith Grasmug) et Lena (Josefa Heinsius) dans « Langue étrangère », de Claire Burger. AD VITAM

Critique

Tout le film de Claire Burger *Langue étrangère*, en lice pour l'Ours d'or à la Berlinale, tourne autour d'un travail sur les mots, avec profondeur et légèreté. Comme si le langage était le moteur du récit et pouvait permettre de détourner les clichés sur les rapports franco-allemands, voire de sonder quelques questions d'une actualité brûlante, comme la montée de l'extrême droite dans les deux pays. La réalisatrice et scénariste, née en 1978 à Forbach, en Moselle, à la frontière franco-allemande, sait de quoi elle parle.

Déjà, notons le titre, *Langue étrangère* : de quoi s'agit-il ici ? De cet organe buccal qui sert à goûter, à embrasser ? Ou de l'allemand que maîtrise mal Fanny (Lilith Grasmug), lycéenne strasbourgeoise venue passer quelques jours chez une correspondante allemande, Lena (Josefa Heinsius), qui vit à Leipzig avec sa mère (Nina Hoss) ? Les deux, bien sûr ! On pourrait aussi disséquer la fameuse expression « couple franco-allemand », qui, en France, fait aussitôt penser non pas à l'amour, mais à la politique de coopération entre les deux anciens pays ennemis. Dans le film, Lena note qu'en Allemagne on parle d'« *amitié franco-allemande* » (« *Freundschaft* », dit-elle), et non de couple.

Voilà un teen movie bien taillé pour la compétition berlinoise, avec une touche LGBT, l'attirance entre Lena et Fanny agissant comme le détonateur de nouvelles aventures. Car la jeune Française, plutôt timide et mal dans sa peau, invente parfois des choses pour se rendre intéressante. C'est parce qu'elles ont envie de passer du temps ensemble que les deux jeunes filles vont explorer notamment les bars militants, « antifas », à Strasbourg, dans des scènes fugaces mais crédibles – les deux actrices sont formidables.

Un récit vif et percutant

Centré sur les deux ados, le scénario permet d'explorer leur vie amoureuse, leur rapport à l'histoire, lors d'une scène tournée au lycée, leur envie de s'engager et de passer à l'action, pourquoi pas du côté des black blocs, à Strasbourg, déclenchant l'inquiétude des parents de Fanny, issus de la gauche – interprétés par Chiara Mastroianni et Jalal Altawil, acteur syrien.

Le tableau sur l'adolescence pourrait être discuté. Les jeunes Allemands semblent plus bienveillants que les Français, plus matures aussi, et plus doués en langues étrangères – ça, ce n'est pas un scoop. Le film livre un récit vif et percutant, même si le scénario, coécrit avec Léa Mysius, charge un peu trop la barque du côté des « darons » et de leurs déboires conjugaux. Toujours est-il que Nina Hoss révèle ici tout son talent comique.

Langue étrangère invente, surtout, un langage amoureux des plus réjouissants, où chacun et chacune est en droit de négocier ce qu'il a envie, ou pas, de faire. Lors d'une soirée, à Leipzig, Fanny veut bien embrasser un garçon, mais pas dans une chambre. Lena fait passer le message au copain, un accord est trouvé. Suivront des baisers brûlants, comme quoi le consentement et l'érotisme peuvent aller de pair.

Film allemand, belge et français de Claire Burger. Avec Lilith Grasmug, Josefa Heinsius, Nina Hoss, Chiara Mastroianni, Jalal Altawil (1 h 35). Sortie en salle le 11 septembre.

Clarisse Fabre (Berlin, envoyée spéciale)